

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 4191

[C — 2002/28111]

**19 SEPTEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif à l'aide à l'intégration des jeunes handicapés**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment l'article 24 et l'article 30;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 23 juillet 1998, 20 mai 1999, 3 juin 1999, 29 juin 2000, 11 janvier 2001, 13 décembre 2001, 26 juin 2002 et 5 septembre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 juin 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 juin 2002;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, donné le 2 juillet 2002;

Vu le protocole n° 2000/24 du Comité C de la Région wallonne établi le 16 juillet 2002;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 33.893/2/V, donné le 26 juillet 2002, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'urgence;

Considérant que plusieurs dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, doivent être précisées et qu'il importe dès lors d'assurer la continuité juridique;

Considérant que les dispositions doivent être connues rapidement par les services d'accueil de jour pour jeunes qui doivent, en vertu de l'article de l'article 81<sup>ter</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 précité modifié par l'arrêté du Gouvernement du 19 septembre 2002 rendre à l'Agence wallonne d'intégration des personnes handicapées une demande de transformation avant le 30 novembre 2002;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

**TITRE I<sup>er</sup>. — Les dispositions générales****Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup> de celle-ci.**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° le décret : le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

2° l'arrêté du 4 juillet 1996 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

3° l'arrêté du 9 octobre 1997 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1977 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées;

4° la loi du 19 décembre 1974 : la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

5° le Ministre : le Ministre ayant la politique des personnes handicapées dans ses attributions;

6° l'Agence : l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;

7° le Bureau régional : les bureaux créés en vertu de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

8° le Comité de gestion : le comité de gestion de l'Agence institué par l'article 31 du décret;

9° la Commission de soutien à l'intégration scolaire : la Commission mise en place dans le cadre de l'Accord de coopération conclu entre la Communauté française et la Région wallonne en matière de soutien à l'intégration scolaire pour les jeunes en situation de handicap;

10° le jeune : toute personne handicapée telle que définie à l'article 2 du décret, âgée de six à vingt ans, et pour laquelle l'Agence conclut à la nécessité d'un accompagnement par un service d'aide à l'intégration agréé par l'Agence;

11° la personne handicapée physique ou sensorielle : le jeune atteint d'un des handicaps suivants :

— jeune aveugle, amblyope ou atteint de troubles graves de la vue;

— jeune sourd, demi-sourd ou atteint de troubles graves de l'ouïe;

— jeune atteint de troubles moteurs, de dysmélie, de poliomyélite, de malformation du squelette et des membres;

— jeune atteint de paralysie cérébrale, de sclérose en plaques, de spinabifida, de myopathie, de neuropathie;

— jeune atteint d'une affection chronique non contagieuse ne nécessitant plus de soins dans un service de pédiatrie.

12° l'intervenant : le travailleur du service qui intervient dans le processus d'accompagnement du jeune;

13° le service : le service d'aide à l'intégration agréé par l'Agence en vertu du présent arrêté;

14° le service d'accueil de jour pour jeunes : le service visé à l'article 4, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 9 octobre 1997;

15° les services généraux : les services destinés à l'ensemble de la population et pouvant répondre aux besoins particuliers du jeune;

16° la transformation : la transformation de service visée à la section du titre VIII de l'arrêté du 9 octobre 1997;

17° le temps scolaire : la période durant laquelle l'école assure la prise en charge des jeunes. Cette période comprend le temps de midi;

18° le travail de réseau : le travail qui se réalise selon les deux logiques suivantes :

1) la logique qui s'articule autour du réseau personnel du jeune. Cette pratique incite le jeune à cultiver le lien avec son entourage, à se créer un réseau le plus ouvert et le plus varié possible, et

2) la logique qui porte sur le réseau professionnel, composé de services et d'intervenants sociaux. Ce réseau est envisagé comme un outil au service de l'accompagnement. Une des formes caractéristiques de cette pratique est la mise en place de coordinations et de partenariats entre services.

## TITRE II. — Les principes généraux et les missions des services

### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Principes généraux

**Art. 3.** L'aide à l'intégration consiste, dans le respect des principes énoncés à l'article 4 du décret et aux articles 4 et 5 du présent arrêté, à accompagner le jeune afin de favoriser, sa participation et sa socialisation dans des milieux de vie ordinaires. Cet objectif est poursuivi principalement sur les plans suivants : familial, scolaire (ordinaire ou spécialisé), social, sportif, culturel, thérapeutique et, le cas échéant, professionnel.

**Art. 4.** L'accompagnement respecte les principes suivants :

1° il répond à une demande individuelle formulée par le jeune ou, s'il ne peut la formuler, par son représentant légal ou la personne qui en a la charge;

2° il vérifie régulièrement si la demande ne peut être rencontrée par les services généraux;

3° il se construit au départ d'une analyse des besoins du jeune et de sa famille;

4° il valorise les potentialités du jeune et de sa famille et implique au maximum le jeune, sa famille et ses proches;

5° il contribue à stimuler les capacités d'autonomie du jeune et de sa famille;

6° il se réalise dans une pluralité de lieux d'action;

7° il se réalise en collaboration avec les autres intervenants psycho-médico-sociaux;

8° il s'inscrit dans une démarche de travail en réseau et renforce, dans une approche transversale des problématiques rencontrées par le jeune, les coordinations internes et externes;

9° il concourt à remettre la question du handicap au cœur de la communauté en vue de mobiliser les ressources de celle-ci et d'entrer dans une réflexion portant sur une nouvelle façon de vivre ensemble.

**Art. 5.** Le service garantit l'indépendance et la liberté de choix du jeune et respecte les convictions idéologiques, philosophiques ou religieuses du jeune et de sa famille.

L'admission d'un jeune et son accompagnement ne peuvent pas être conditionnés au fait que celui-ci soit inscrit dans une école déterminée ou que le jeune ou son représentant légal s'affilie à un groupement quelconque.

Le service assure l'égalité des personnes handicapées devant le service et notamment il ne peut exiger du jeune ou de sa famille, à titre de condition à l'admission et à l'accompagnement, le paiement d'aucune contribution financière autre que celle visée à l'article 97.

### CHAPITRE II. — Les missions des services

#### Section 1<sup>re</sup>. — Les dispositions générales

**Art. 6.** Le service apporte au jeune une information et un soutien individualisé qu'il coordonne avec les autres intervenants auprès du jeune et de sa famille afin de donner du sens et de la cohérence aux différentes interventions entreprises.

Une dérogation relative à l'âge peut être accordée par l'Agence sur base d'un projet particulier.

**Art. 7.** Le service remplit, en collaboration avec la famille, les quatre missions suivantes :

1° il propose, en dehors du temps scolaire, un accompagnement individuel;

2° il suscite, formule et élabore, en dehors du temps scolaire, des réponses collectives à des besoins individuels;

3° il développe un travail communautaire;

4° il accompagne, durant le temps scolaire, le jeune au travers d'activités individuelles ou de groupes.

**Art. 8.** Les missions visées à l'article 7 peuvent revêtir des aspects éducatifs, sociaux, psychologiques, rééducatifs et (ou) thérapeutiques, le travail d'accompagnement devant toujours s'inscrire dans un objectif de participation du jeune à la vie familiale et sociale.

Toutefois l'accompagnement social, psychologique, rééducatif ou thérapeutique d'un jeune fréquentant l'enseignement spécial ne peut être réalisé que si ce jeune est comptabilisé dans le calcul permettant de fixer le capital périodes conformément à l'arrêté royal n° 67 du 20 juillet 1982 fixant la façon de déterminer les fonctions du personnel paramédical, les fonctions du personnel social et les fonctions du personnel psychologique dans les établissements d'enseignement spécial, à l'exception des internats et semi-internats.

**Art. 9.** Les services accompagnent le jeune quel que soit son handicap sauf les services issus d'une transformation réalisée dans le cadre de l'article 81ter, § 4 de l'arrêté du 9 octobre 1997 qui continuent à accompagner des jeunes handicapés physiques ou sensoriels.

#### Section 2. — L'accompagnement individuel

**Art. 10.** L'accompagnement individuel réalisé en dehors du temps scolaire, notamment les soirées, les samedis et les congés scolaires, suscite la participation du jeune dans ses milieux de vie ordinaires et favorise ses compétences, son autonomie et son épanouissement personnel.

**Art. 11.** Le service incite le jeune à développer son réseau relationnel et son champ d'expériences sociales. Il peut, dans le respect de l'article 8, alinéa 2, fournir une action de rééducation paramédicale ou de suivi psychologique.

*Section 3. — Les activités collectives*

**Art. 12.** Le service assure un accompagnement au travers d'activités collectives organisées en dehors du temps scolaire, notamment les soirées, les samedis et les congés scolaires. Son intervention vise à renforcer les potentialités du jeune et à valoriser les ressources de celui-ci dans ses interactions avec son environnement social. Cette forme d'accompagnement s'inscrit dans le cadre du projet d'accompagnement du jeune. La participation optimale de celui-ci sera toujours recherchée.

*Section 4. — L'action communautaire*

**Art. 13.** Le service développe une dynamique de réseau et de participation de la collectivité locale. Cette dynamique tend à créer des synergies locales, à influencer le rôle des autorités et des services, à générer les compétences et ressources à long terme qui favorisent l'intégration de jeunes handicapés.

Le service développe notamment les modes d'action suivants :

- 1° il mobilise les groupes et les personnes prêtes à participer au processus d'intégration des personnes handicapées;
- 2° il amorce des plans à long terme visant à revitaliser les groupes et les réseaux peu sensibilisés à la problématique des personnes handicapées;
- 3° il favorise une meilleure coordination des participations;
- 4° il collabore avec les autorités publiques et le tissu associatif.

*Section 5. — L'accompagnement durant le temps scolaire*

**Art. 14.** Le service peut assurer un accompagnement du jeune au travers d'activités individuelles ou de groupes réalisées durant le temps scolaire. Il ne peut, compte tenu notamment de l'article 8, alinéa 2 du présent arrêté, se substituer au rôle de l'école en remplissant seul des missions et (ou) des tâches dévolues à celle-ci. Quand le service assure un accompagnement durant le temps scolaire, il réalise sa mission en collaboration avec différentes écoles.

**Art. 15.** La diversité des formes de soutien à l'intégration scolaire sera fonction de la situation de handicap, des besoins de chaque jeune, des choix des parents et des moyens disponibles.

Il peut s'agir d'intégration individuelle ou collective. Ces interventions garderont toujours pour objectif une participation progressive à une scolarité à horaire complet.

Les actions de soutien s'insèrent dans une action globale où chacun des intervenants contribue par ses compétences spécifiques à une connaissance particulière du jeune, la coordination de ces différents apports devant permettre un suivi pluridisciplinaire cohérent et collégial.

**Art. 16.** Le soutien est, de préférence, apporté au sein de l'école. Cependant, la situation rencontrée peut appeler l'existence de lieux distincts d'interventions. Quel que soit le choix, les partenaires gardent leur originalité et exercent leurs responsabilités en toute indépendance mais dans une coopération la plus étroite possible.

**TITRE III. — L'agrément des services**

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Procédures**

*Section 1<sup>re</sup>. — La demande de premier agrément*

**Art. 17.** La demande de premier agrément est adressée à l'Agence par lettre recommandée à La Poste. Elle est accompagnée des documents et renseignements suivants :

- 1° le projet du service ainsi que le mode d'élaboration et de suivi des projets d'accompagnement individuels;
- 2° l'identité du directeur du service, son certificat de bonne vie et mœurs ainsi que la délégation de pouvoirs écrite du pouvoir organisateur visée à l'article 58;
- 3° une copie certifiée conforme des diplômes et certificats du directeur ainsi que l'attestation justifiant une expérience exigés à l'annexe 3;
- 4° une attestation délivrée depuis moins d'un an par le service régional d'incendie concernant la conformité du ou des lieux où le service accueille de manière collective et habituelle des jeunes dans ses locaux, attestation qui doit également préciser la capacité maximale des personnes pouvant être accueillies;
- 5° si le service est constitué sous la forme juridique d'une A.S.B.L. ou d'une fondation, une copie des statuts coordonnés tels qu'ils sont déposés au greffe du tribunal de première instance;
- 6° le numéro d'affiliation à l'O.N.S.S. ou à l'O.N.S.S.-APL du service et, pour les A.S.B.L., le numéro d'inscription au registre national;
- 7° en cas de transformation, l'avis, pour le secteur privé, du conseil d'entreprise ou de la délégation syndicale compétente ou, pour le secteur public, du comité de négociation ou de concertation créé en vertu de la loi du 19 décembre 1974.

**Art. 18.** Dans les trente jours de l'envoi de la demande de premier agrément, l'Agence adresse au demandeur, sous pli recommandé à la Poste, un avis de réception du dossier, si celui-ci est complet. Si le dossier n'est pas complet, l'Agence en informe le demandeur dans les mêmes conditions et précise, à cette occasion, par quelles pièces le dossier doit être complété.

L'Agence instruit le dossier et le comité de gestion de l'Agence statue dans un délai de deux mois à dater de la réception du dossier complet de la demande de premier agrément.

*Section 2. — La demande de renouvellement de l'agrément*

**Art. 19.** La demande de renouvellement est introduite auprès de l'Agence par lettre recommandée à la Poste au plus tard six mois avant l'expiration de la validité de l'agrément. Le délai de six mois est réduit à deux mois si l'agrément est accordé pour une durée inférieure ou égale à sept mois.

**Art. 20.** La demande est accompagnée des documents prévus à l'article 17, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, 2° et 4°. Si des modifications ont été apportées aux autres documents exigés en vertu de l'article 17, alinéa 1<sup>er</sup>, ceux-ci sont joints.

Les rapports annuels d'évaluation de l'activité visés à l'article 42 et rédigés depuis le dernier agrément sont également annexés à la demande.

**Art. 21.** Les services d'inspection de l'Agence évaluent le respect par le service des différentes conditions et normes d'agrément visées au titre 4. Un rapport reprenant, par catégorie d'obligations, l'évaluation des services d'inspection est adressé aux membres du comité de gestion aux fins de l'éclairer dans sa décision.

Est considérée comme « catégorie d'obligations », chacune des sections du chapitre 1<sup>er</sup> du titre 4.

**Art. 22.** Le service reste provisoirement agréé jusqu'à la décision du comité de gestion.

*Section 3. — La décision de premier agrément et de renouvellement d'agrément*

**Art. 23.** Le comité de gestion apprécie les éléments du dossier de demande de premier agrément.

**Art. 24.** Lors du renouvellement, le comité de gestion de l'Agence prend sa décision sur base des différents éléments du dossier et du rapport prévu à l'article 21.

**Art. 25.** La décision de l'Agence mentionne :

1° la date de début et de fin d'agrément;

2° le volume théorique d'heures d'accompagnement accordé pour une année civile et défini conformément au chapitre 2 du présent titre;

3° le nombre minimum de dossiers individuels devant être gérés sur une année civile.

**Art. 26.** L'agrément est accordé pour une période de trois mois à trois ans maximum. Il peut être renouvelé.

*Section 4. — Dispositions particulières*

**Art. 27.** Lorsqu'il constate que l'une ou plusieurs des conditions et normes d'agrément visées au titre 4 ne sont pas ou plus respectées, le comité de gestion, lors du renouvellement ou à tout autre moment, peut maintenir conditionnellement, suspendre ou retirer l'agrément ou réduire le nombre d'heures et de dossiers agréés.

Quelle que soit la décision finale qu'il adopte, le comité de gestion de l'Agence doit motiver sa décision.

En cas de maintien conditionnel, la décision doit être assortie d'obligations qui devront être remplies par le service dans un délai déterminé, à l'issue duquel le comité de gestion peut décider de suspendre ou retirer l'agrément ou de réduire le nombre d'heures et de dossiers agréés.

**Art. 28.** Le comité de gestion peut également, pour une durée qui ne peut être supérieure à deux ans, conditionner le maintien ou le renouvellement de l'agrément à l'instauration d'un « comité d'accompagnement » chargé d'aider le service à satisfaire aux conditions d'agrément.

Le comité d'accompagnement est composé au minimum d'un représentant de l'Agence, d'un expert désigné par le comité de gestion en fonction de sa compétence relative au problème existant, d'un représentant des pouvoirs organisateurs et d'un représentant des organisations représentatives des travailleurs. Si, au terme du délai fixé, le service ne satisfait toujours pas aux conditions d'agrément, l'Agence applique une des mesures prévues à l'article 27, alinéa 3.

**Art. 29.** Lors de la fermeture d'un service consécutive à un retrait d'agrément, l'Agence veille à solliciter la collaboration de tout service pour assurer l'accompagnement urgent des personnes handicapées.

## CHAPITRE II. — *La détermination et la modification du volume théorique d'heures d'accompagnement et du nombre minimum de dossiers individuels*

### *Section 1<sup>re</sup>. — La détermination du volume théorique d'heures d'accompagnement et du nombre minimum de dossiers individuels*

**Art. 30.** Le service existant avant la date d'application du présent arrêté, fait l'objet d'un premier agrément sur base du titre 3, dans le cadre duquel un volume théorique d'heures d'accompagnement est déterminé ainsi qu'un nombre minimum de dossiers individuels.

Le même cadre est déterminé pour les services qui viendraient à être agréés par la suite.

**Art. 31.** Le volume théorique d'heures d'accompagnement résulte de la multiplication du nombre d'équivalents temps plein théoriques affecté aux missions d'accompagnement (ETPa) par 1 600 heures.

Ce nombre d'équivalents temps plein théorique affecté aux missions d'accompagnement (ETPa) est obtenu en soustrayant le quota d'équivalent temps plein de personnel hors intervention déterminé à l'annexe 5 (ETPhi) du nombre d'équivalents temps plein théoriques total (ETPt).

Le nombre total d'équivalents temps plein théorique (ETPt) est obtenu en divisant 85 % de la subvention annuelle visée à l'article 86 par le barème de référence à l'ancienneté moyenne du personnel affecté au service lors du premier agrément. Ce barème, visé à l'annexe 4 est augmenté d'un coefficient de charges patronales de 54,15 %.

L'ancienneté moyenne est déterminée sur base d'une liste nominative du personnel affecté au service existant ou du personnel prévu pour le service à créer.

L'ancienneté retenue est celle observée pour ces personnes dans la dernière liste du personnel visée à l'article 29, § 2 de l'arrêté du 9 octobre 1997 en possession de l'Agence.

Pour celles ne figurant pas sur la dite liste, l'ancienneté moyenne est déterminée par l'Agence sur base d'éléments probants fournis par le service. A défaut, l'ancienneté de départ est déterminée forfaitairement à dix ans.

**Art. 32.** Le nombre minimum de dossiers individuels pour lequel le service est agréé s'obtient en multipliant le nombre d'équivalents temps plein théorique affecté aux missions d'accompagnement (ETPa) par 6. Le nombre de dossiers ainsi obtenu est arrondi à l'unité supérieure. Dans le cas de services d'aide à l'intégration existants à la date d'entrée en vigueur du présent article et issus d'une transformation visée à l'article 85 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 ou de ceux qui seront créés par les transformations visées à l'article 81, *ter* du même arrêté, ce nombre ne peut être inférieur à une fois et demi le nombre de places transformées arrondi à l'unité supérieure.

### *Section 2. — La modification du volume théorique d'heures d'accompagnement et du nombre minimum de dossiers individuels*

**Art. 33.** Le volume théorique d'heures d'accompagnement et le nombre de dossiers individuels peuvent être modifiés soit par le Comité de gestion de l'Agence après application des dispositions des articles 27, 31 et 32, soit sur base de l'observation du nombre de dossiers individuels gérés par le service.

**Art. 34.** En cas de décision du Comité de gestion de l'Agence en vertu des dispositions visées à l'article 27, la subvention annuelle, le nombre d'équivalents temps plein théorique ainsi que le nombre de dossiers individuels que le service est tenu de gérer, sont réduits en fonction du volume théorique d'heures d'intervention déterminé par le Comité de gestion.

**Art. 35.** § 1<sup>er</sup>. Si au terme d'une première période d'observation de deux années civiles complètes qui suivent l'année du premier agrément, la moyenne du nombre de dossiers individuels, arrondie à l'unité supérieure, est inférieure au nombre fixé à l'article 32, la subvention annuelle et le nombre d'équivalents temps plein théorique, le volume théorique d'heures d'intervention et le nombre de dossiers minimum sont réduits en proportion.

§ 2. Les périodes d'observation suivantes durent trois ans.

§ 3. La réduction s'opère un an après la période d'observation.

**Art. 36.** La moyenne du nombre de dossiers est obtenue en additionnant le nombre de dossiers en cours durant chacune des années que compte la période d'observation, divisé par le nombre d'années contenues dans cette même période d'observations.

#### CHAPITRE III. — *Les recours*

**Art. 37.** Dans les trente jours de la notification des décisions prises en vertu du présent titre, un recours peut être introduit auprès du Ministre par lettre recommandée à La Poste.

**Art. 38.** Le requérant ou son conseil ainsi que l'Agence ou son délégué sont, à leur demande, entendus par le Ministre ou son délégué.

**Art. 39.** Le recours a un effet suspensif sauf s'il est dirigé contre une décision de refus de premier agrément.

**Art. 40.** Le Ministre statue dans un délai de trois mois à dater de la réception du recours. La décision est notifiée au requérant et à l'Agence.

#### TITRE 4. — *Les conditions de maintien et de renouvellement de l'agrément*

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Normes*

**Art. 41.** Le travail d'accompagnement des jeunes se réalise conformément aux principes énoncés aux articles 4 et 5.

##### Section 1<sup>re</sup>. — *Le projet du service*

**Art. 42.** Le projet du service est élaboré sur base du canevas repris à l'annexe 1<sup>re</sup> en suscitant la collaboration de l'équipe des intervenants. Il est soumis, pour avis, à la délégation syndicale compétente ou au comité de négociation ou de concertation créé en vertu de la loi du 19 décembre 1974.

Le service procède à l'évaluation de son activité au moins une fois par an.

Le projet de service, ses mises à jour et le rapport annuel d'évaluation de l'activité du service sont portés à la connaissance de tous les membres du service et mis à leur disposition en permanence. En outre, le rapport annuel fera l'objet d'une présentation à une assemblée annuelle des familles en vue de pouvoir intégrer des propositions issues de cette assemblée à la mise à jour du projet de service. Une synthèse écrite desdites propositions sera jointe aux textes des mises à jour.

**Art. 43.** Le service met en œuvre les moyens qui concourent à la réalisation des objectifs contenus dans le projet du service.

##### Section 2. — *Le contrat d'accompagnement*

**Art. 44.** Un contrat d'accompagnement est conclu par écrit entre le service, le jeune ou son représentant légal. L'accord écrit du jeune âgé d'au moins 14 ans est requis.

**Art. 45.** Le contrat d'accompagnement reprend au moins les mentions suivantes :

- 1° l'identité des parties;
- 2° les objectifs généraux poursuivis par le travail d'accompagnement;
- 3° la mention qu'un projet d'accompagnement sera élaboré par le service en collaboration avec le jeune, sa famille et les autres parties signataires du contrat d'accompagnement;
- 4° la date de début et de fin du contrat d'accompagnement;
- 5° une mention explicite précisant que le jeune et sa famille seront invités à participer au processus d'évaluation de l'accompagnement;
- 6° le montant de la part contributive;
- 7° la personne physique ou morale qui répond du paiement et du mode de règlement de paiement;
- 8° les modalités de résiliation de la convention;
- 9° l'adresse de l'Agence à laquelle le jeune ou sa famille peut adresser toute critique, plainte ou réclamation.

**Art. 46.** Le jeune et son représentant légal ont le droit d'être informé en temps utile sur toutes questions qui les concernent relatives au travail d'accompagnement.

##### Section 3. — *Le projet d'accompagnement du jeune*

**Art. 47.** Le service met en place un projet d'accompagnement individualisé pour chaque bénéficiaire qui tient compte des principes énoncés aux articles 4 et 5.

**Art. 48.** Le projet est constitué d'au moins trois volets qui comportent, de manière non exhaustive, les éléments suivants :

1° un volet informatif décrivant :

- a) la trajectoire du jeune et un bilan de ses compétences;
- b) l'identification des besoins du jeune;
- c) l'identification des besoins de sa famille et de l'ensemble des partenaires.

2° un volet projectif précisant au minimum :

- a) les demandes formulées par le jeune et son entourage;
- b) la manière dont le processus d'accompagnement se déroulera au regard des besoins identifiés, dont il contribuera à stimuler les capacités d'autonomie du jeune et dont il associera la famille et le réseau social du jeune et de sa famille;
- c) les services généraux dont la collaboration sera sollicitée.

3° un volet évaluatif précisant :

- a) le mode d'évaluation et d'actualisation du projet qui permette le suivi permanent du processus d'accompagnement du jeune. le service peut adopter le schéma d'évaluation proposé à l'annexe 2 du présent arrêté;
- b) les outils d'analyses et d'actualisation du projet du jeune qui permettent de vérifier son adéquation en regard de l'analyse des besoins et de l'énoncé du projet, visés aux volets 1 et 2;
- c) la fréquence des évaluations.

**Art. 49.** Le projet d'accompagnement est élaboré dans les trois mois à dater de l'admission du jeune, en tenant compte du projet du service et précise sa durée du projet, son mode d'évaluation et les moyens mis en place pour veiller à son actualisation.

**Art. 50.** Le projet d'accompagnement est signé par le service d'aide à l'intégration, le jeune de plus de quatorze ans et son représentant légal. Il fait partie intégrante du contrat d'accompagnement et est joint au dossier que le service tient pour chaque jeune.

#### Section 4. — De l'agenda du service

**Art. 51.** Le service tient un agenda de ses activités dans lequel est repris au moins l'horaire journalier des occupations suivantes :

- 1° les activités collectives;
- 2° les actions communautaires;
- 3° les réunions.

#### Section 5. — Les qualifications du personnel

**Art. 52.** Le personnel des services doit répondre aux normes de qualification prévues à l'annexe 3.

Le service tient à disposition de l'Agence les copies certifiées conformes des diplômes, certificats et attestations exigés des membres du personnel.

Les membres du personnel doivent fournir au service, lors de leur engagement, un certificat de bonne vie et mœurs exempt de condamnations à des peines correctionnelles incompatibles avec la fonction ou criminelles.

**Art. 53.** Quand le nombre de dossiers minimum pour lequel le services est agréé est supérieur ou égal à trente, l'équipe doit être composée d'un personnel rémunéré comportant au moins un psychologue ou un psychopédagogue et des travailleurs appartenant au moins à deux des trois catégories de personnel suivantes : personnel éducatif, personnel social ou personnel paramédical.

#### Section 6. — La formation du personnel

**Art. 54.** S'appuyant sur le projet du service visé à l'article 40, le service établit un plan de formation du personnel qui s'étend au moins sur deux années.

Ce plan, construit à l'issue d'un débat entre les acteurs concernés, détermine les objectifs poursuivis. Il décrit les liens entre l'environnement global du service, la dynamique du projet du service et le développement des compétences du personnel. Il définit les critères, modalités et périodicité d'évaluation de ces trois aspects.

Pour ce qui concerne le personnel des services relevant des pouvoirs locaux et des provinces, le plan de formation visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> s'inscrit dans le plan de formation établi à l'initiative du conseil régional de la formation créé par le décret du 6 mai 1999 portant création du conseil régional de la formation des agents des administrations locales et provinciales de Wallonie.

#### Section 7. — La personne morale

**Art. 55.** Le service doit être géré par un pouvoir public, une association sans but lucratif ou une fondation créée conformément à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales et les fondations.

**Art. 56.** Lorsque la personne morale est constituée sous la forme d'une association sans but lucratif, elle ne peut, afin d'éviter toute confusion d'intérêts, comporter parmi ses membres, plus d'un cinquième des membres du personnel et plus d'un cinquième de personnes apparentées à ceux-ci jusqu'au 3<sup>e</sup> degré inclus ou étant cohabitants légaux.

**Art. 57.** Lorsque la personne morale est constituée sous la forme d'une association sans but lucratif ou d'une fondation, le conseil d'administration ne peut, afin d'éviter toute confusion d'intérêts, être composé :

- 1° pour plus d'un cinquième du nombre total des administrateurs de personnes parentes ou alliées jusqu'au deuxième troisième degré inclusivement d'un jeune accompagné par le service;
- 2° pour plus d'un tiers du nombre total des administrateurs de personnes appartenant à la même famille en qualité de parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement ou de cohabitantes légales;
- 3° de personnes faisant partie du personnel. Le directeur du service assiste toutefois, avec voix consultative, à toutes les réunions du conseil d'administration relatives à l'organisation du service, sauf sur les points de l'ordre du jour où il existe un conflit d'intérêt.

#### Section 8. — La gestion du service

**Art. 58.** § 1<sup>er</sup>. Le service satisfait aux conditions suivantes :

- 1° posséder une autonomie technique, budgétaire et comptable ainsi qu'une gestion administrative de nature à permettre tant l'exécution de sa mission que le contrôle de celle-ci par l'Agence;

2° être dirigé par un directeur, personne physique rémunérée pour cette fonction et habilitée à assurer, en vertu d'une délégation de pouvoirs écrite du pouvoir organisateur et sous la responsabilité de celui-ci, la gestion journalière du service, en ce qui concerne au minimum :

- a) la mise en œuvre et le suivi du projet pédagogique;
- b) la gestion du personnel;
- c) la gestion financière;
- d) l'application des réglementations en vigueur;
- e) la représentation du service dans ses relations avec l'Agence;
- f) la conclusion de conventions avec les établissements scolaires et les services généraux.

§ 2. Le directeur est, en outre, en mesure :

1° d'assurer en permanence la direction effective du service. S'il n'est pas présent durant les activités prévues dans le cadre des projets d'accompagnement, un membre du personnel délégué à cet effet doit être en mesure de prendre les dispositions utiles en cas d'urgence et répondre aux demandes tant internes qu'externes;

2° de connaître à tout moment l'horaire de son personnel.

§ 3. En cas de manquement ou d'irrégularité dans l'exécution du mandat confié au directeur, l'Agence invite par lettre recommandée, le pouvoir organisateur à prendre les dispositions qui s'imposent.

#### Section 9. — La gestion administrative et comptable

**Art. 59.** Sans préjudice des dispositions visées à l'article 27 du décret, le service transmet, à la demande de l'Agence, tous documents justificatifs requis pour l'exercice de son contrôle, notamment les comptes annuels, les documents nécessaires au calcul des différentes subventions ainsi que le plan de formation visé à l'article 54.

**Art. 60.** Le service communique le bilan social tel que défini par l'arrêté royal du 4 août 96 relatif au bilan social, les comptes annuels, le bilan des activités ainsi que le plan de formation visé à l'article 54 :

1° pour les services gérés par un pouvoir organisateur privé : au conseil d'entreprise ou à défaut à la délégation syndicale;

2° pour les services gérés par un pouvoir organisateur public : au comité de négociation ou de concertation créé en vertu de la loi du 19 décembre 1974, ou à défaut, aux organisations syndicales représentatives des travailleurs.

**Art. 61.** Le service mentionne la référence de l'agrément par l'Agence sur tous les actes et autres documents, publicités et affichages émanant du service.

Le service ne peut, quel que soit le procédé utilisé, réaliser une publicité conjointe avec un établissement scolaire.

**Art. 62.** Le service tient une comptabilité conforme à la législation sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution.

**Art. 63.** La teneur et la présentation du plan comptable minimum normalisé correspondent à celle du schéma complet des comptes annuels avec bilan, comptes de résultats et annexes conformément à la législation sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution.

Les intitulés et numéros de comptes appropriés à l'activité des services sont communiqués par l'Agence aux services.

**Art. 64.** Les interventions financières sollicitées en vertu de l'article 97 auprès des bénéficiaires ou de leur représentants légaux doivent impérativement être comptabilisées au titre de récupérations de frais relatifs aux comptes 6010, 6011, 6012, 613, 61601 et 644 visés au plan comptable transmis par voie de circulaire aux services.

Dans le cadre du contrôle de l'utilisation des subventions, ces interventions sont déduites du montant des charges correspondantes.

De même, les subventions versées aux services par les pouvoirs publics ou par des œuvres que ces pouvoirs subventionnent, sont déduites des charges correspondantes imputées valablement dans l'exercice. Il n'est tenu compte des dites subventions que dans la mesure où elles sont allouées pour couvrir les dépenses considérées pour la détermination de la subvention.

**Art. 65.** Le bilan de départ de chaque service est soumis à l'Agence dans les six mois de la publication au *Moniteur belge* de l'extrait de leur décision d'agrément.

**Art. 66.** Les comptes annuels de chaque service sont transmis à l'Agence au plus tard le 31 mai de l'année suivant l'exercice comptable, accompagnés du rapport du réviseur d'entreprises dont la mission sera de certifier et le cas échéant de redresser les comptes.

Ils doivent également être accompagnés des comptes annuels consolidés de l'entité juridique dont le service fait partie ou auquel il est lié par une direction unique au sens du chapitre III, section 1<sup>re</sup>, point IV, A, § 6 de l'annexe de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels.

L'exercice comptable correspond à l'année civile.

**Art. 67.** Dans le cas où des prestations sont effectuées par une association juridiquement distincte mais néanmoins liée au service par une direction unique au sens du chapitre III, section 1, point IV, A, § 6 de l'annexe de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels, les prestataires actent leur présence au registre du personnel.

#### Section 10. — Les assurances

**Art. 68.** Préalablement à tout accompagnement d'un jeune, le service souscrit à une police d'assurance :

1° couvrant la responsabilité civile du service ou des personnes dont il doit répondre pour tout dommage survenu à un jeune ou causé par celui-ci. L'assurance doit préciser que le jeune garde la qualité de tiers et couvrir les dommages jusqu'à concurrence d'un minimum 2.479.000 euros pour les dommages corporels et 247.900 euros pour les dommages matériels, par sinistre;

2° couvrant tout dommage causé par un bénéficiaire qui ne mettrait pas en cause sa responsabilité civile ou tout dommage dont il aurait été victime pendant l'accompagnement.

Dans ce cas, l'assurance doit couvrir le décès d'un montant minimum de 2.479 euros, l'incapacité permanente à concurrence d'un montant minimum de 12.394 euros et les frais de traitement à concurrence d'un montant minimum de 2.479 euros.

*Section 11. — Les obligations relatives aux bâtiments et aux installations*

**Art. 69.** Les bâtiments et installations doivent présenter des conditions d'accessibilité en rapport avec le handicap des jeunes.

CHAPITRE II. — *Le contrôle*

**Art. 70.** Les services de l'inspection ont pour mission de vérifier le respect des conditions et normes d'agrément. Ils procèdent périodiquement à l'évaluation de la mise en œuvre des projets de service. Pour ce faire, ils évaluent en collaboration avec les services et les équipes éducatives les méthodes de travail, la qualité des services, prestations et la mise en place des projets d'accompagnement. Ils vérifient l'existence et la mise à jour de ceux-ci.

Les services d'inspection s'assurent du respect des règles en matière d'octroi et d'utilisation des subventions et des obligations imposées en matière de comptabilité.

**Art. 71.** Les services d'inspection assurent également une fonction de conseil auprès des services et des équipes éducatives.

Les remarques et conclusions des différentes inspections, positives ou négatives, sont transmises aux pouvoirs organisateurs et aux directions à qui il revient d'en informer le conseil d'entreprise et (ou) la délégation syndicale ou le comité de négociation ou de concertation créé en vertu de la loi du 19 décembre 1974.

TITRE V. — **La politique d'admission**

**Art. 72.** § 1<sup>er</sup>. Les services visés ne peuvent accompagner un jeune que pour autant que celui-ci soit en possession soit :

1° de la décision d'intervention de l'Agence visée à l'article 21 du décret qui conclut à la nécessité d'un accompagnement par un service d'aide à l'intégration;

2° de la décision provisoire visée à l'article 15 de l'arrêté du 4 juillet 1996;

3° de la décision d'un organisme compétent d'une autre collectivité fédérée admise à produire, en vertu d'un accord de coopération, ses effets sur le territoire de la région linguistique de langue française.

§ 2. Dans l'attente d'une des décisions visées au § 1<sup>er</sup>, l'Agence peut autoriser le service à accompagner temporairement un jeune si ce dernier ou son représentant légal a déjà introduit une demande individuelle d'intervention sollicitant un accompagnement par un service et moyennant la production dans les trois mois d'un des documents suivants :

1° un document provenant d'une autre administration prouvant l'existence d'un handicap;

2° une attestation établie par une équipe pluridisciplinaire d'un centre agréé visé à l'article 39 de l'arrêté du 4 juillet 1996;

3° une attestation établie par une équipe pluridisciplinaire indépendante du service et composée au moins d'un médecin, d'un psychologue, et d'un travailleur social ou paramédical.

La production d'un des documents visés à l'alinéa 2 ne préjuge pas de la décision qui résultera de l'analyse du dossier de base.

§ 3. La date de décision de l'Agence autorisant l'accompagnement ne peut être antérieure ni à la date à laquelle la demande a été envoyée par recommandé au bureau régional compétent de l'Agence, ni à la date d'entrée dans le service.

§ 4. Lorsque le jeune bénéficie d'une intervention prévue par l'arrêté du 9 octobre 1997, la communication de données pluridisciplinaires complémentaires n'est pas obligatoire.

**Art. 73.** Les services communiquent, dans les trois jours, au bureau régional compétent de l'Agence, les avis d'ouverture et de fermeture des dossiers des jeunes qu'ils accompagnent.

**Art. 74.** Le dossier du jeune ne peut être pris en compte dans le nombre de dossiers minimum visé à l'article 32 si l'Agence ne conclut pas à la nécessité d'un accompagnement.

**Art. 75.** En aucun cas, l'accompagnement par un service ne peut être conditionné par une contrepartie en espèces ou en nature des candidats à l'accompagnement, de leurs représentants légaux ou de leur famille, autre que la part contributive visée l'article 97.

TITRE VI. — **Le soutien à l'intégration scolaire**

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *La convention de soutien à l'intégration*

**Art. 76.** Le soutien apporté au jeune par le personnel du service d'aide à l'intégration durant le temps scolaire est défini dans le cadre d'une convention individualisée dite « convention de soutien à l'intégration scolaire ». Celle-ci doit permettre de définir précisément les conditions d'interventions du service.

Les clauses de cette convention seront adaptées aux modalités d'intégration qui seront choisies.

CHAPITRE II. — *Les parties à la convention de soutien à l'intégration scolaire*

**Art. 77.** La convention de soutien à l'intégration scolaire est conclue entre l'établissement scolaire, le service et la famille, après avoir reçu l'accord sur projet de la Commission de soutien à l'intégration scolaire telle que définie aux articles 78 et suivants.

Peuvent aussi être signataires associés de la convention, des associations, administrations ou personnes qui apporteraient leur collaboration au projet.



CHAPITRE III. — *Le contenu de la convention de soutien à l'intégration scolaire*

**Art. 78.** Les conditions de l'intervention ainsi que les moyens respectifs de mise en œuvre de la collaboration entre l'école et le service sont précisées dans la convention englobant les dimensions scolaires, éducatives, et thérapeutiques et, notamment :

Dans ce cadre, sont prévus au minimum :

- 1° la nature des interventions;
- 2° la durée estimée et la fréquence des interventions;
- 3° les modalités et les lieux de collaboration entre les personnels respectifs;
- 4° le rythme des évaluations de la mise en œuvre de la convention;
- 5° l'identification et le rôle des référents de l'école et du service.

**Art. 79.** La convention de soutien à l'intégration scolaire est conclue pour une durée fixée par la Commission de soutien à l'intégration scolaire. Elle peut être reconduite moyennant l'accord préalable de la Commission.

**Art. 80.** La convention peut être dénoncée par une des parties avec un préavis correspondant à un tiers de la durée initiale. Toute disposition doit être prise pour maintenir la scolarité du jeune jusqu'à ce qu'une solution alternative soit acceptée par la Commission.

**Art. 81.** La convention n'engage que les parties signataires. Les autorités de tutelle des services et établissements exercent leurs compétences dans le cadre de la réglementation en vigueur.

CHAPITRE IV. — *Le rôle de la Commission de soutien à l'intégration scolaire*

**Art. 82.** La Commission prend connaissance du projet de convention et des documents utiles en vue de statuer sur l'intérêt de la collaboration entre l'école et le service, en fonction des différents éléments portés à sa connaissance et en relation avec les moyens respectifs existants. Elle vérifie si les clauses de la convention sont adaptées aux objectifs et aux modalités de la coopération choisie en vue du développement de l'intégration scolaire des jeunes concernés.

Elle émet un accord, un accord conditionné ou un refus de mise en œuvre de ladite collaboration.

CHAPITRE V. — *La procédure de demande auprès de la Commission de soutien à l'intégration scolaire*

**Art. 83.** L'établissement scolaire et le service, en concertation avec le jeune et sa famille, élaborent le projet individuel et la proposition de convention. L'initiative des projets leur revient.

La demande visant à obtenir l'accord sur la convention est signée par l'établissement scolaire, le service d'aide à l'intégration, le jeune et (ou) son représentant légal et envoyée par lettre recommandée à La Poste à la Commission de soutien à l'intégration scolaire.

Sont annexés à la demande :

- 1° la décision définitive de l'Agence et une copie des rapports qui ont été annexés à la demande d'intervention de l'Agence;
- 2° une note mettant en évidence la cohérence des projets individuels de l'école et du service d'aide à l'intégration;
- 3° une note expliquant en quoi l'apport spécialisé du service d'aide à l'intégration est nécessaire;
- 4° tout document utile à la décision visée.

TITRE VII. — *Les plaintes*

**Art. 84.** Toute plainte relative au soutien à l'intégration est adressée par courrier à l'Agence qui en accuse réception dans les dix jours. L'Agence en informe sans délai le pouvoir organisateur. Elle procède à l'instruction de la plainte dans un délai maximum de deux mois et ce, en respectant l'anonymat du plaignant. Elle informe celui-ci et le pouvoir organisateur de la suite réservée à cette plainte.

TITRE VIII. — *Le subventionnement*CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Art. 85.** § 1<sup>er</sup>. Dans les limites des crédits budgétaires il est accordé aux services :

- 1° une subvention annuelle;
- 2° un supplément pour ancienneté pécuniaire;
- 3° un complément à la subvention annuelle destiné à financer la revalorisation barémique des salaires du personnel du secteur non marchand wallon.

§ 2. Le total des subventions résultant des dispositions du présent arrêté est réduit de l'équivalent du montant éventuel versé par le Fonds pour l'Emploi à l'Office national de Sécurité sociale en compensation de la subvention de l'allocation visée à l'article 4 de l'arrêté royal du 22 septembre 1989 tendant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand.

CHAPITRE II. — *Le calcul de la subvention annuelle*

**Art. 86.** § 1<sup>er</sup>. Le service existant à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté voit le montant de sa subvention annuelle de l'exercice en cours maintenu.

Si son agrément est augmenté suite à une transformation visée à l'article 81<sup>ter</sup> de l'arrêté du 9 octobre 97, cette subvention est complétée par le reliquat calculé sur base des dispositions de l'article 23, § 3 dudit arrêté.

§ 2. Pour les services créés à partir de la date d'application du présent arrêté suite à une transformation visée à l'article 81<sup>ter</sup> de l'arrêté du 9 octobre 97, le montant de la subvention correspond au reliquat calculé en vertu des dispositions de l'article 23, § 3 dudit arrêté.

§ 3. Le Gouvernement détermine le montant de la subvention des services qu'elle agréé ou crée en vertu des dispositions du titre 10.

**Art. 87.** Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 27, la subvention annuelle est déterminée pour des périodes de trois ans au terme desquelles sont appliquées le cas échéant les dispositions visées à l'article 35.

**Art. 88.** La subvention annuelle est destinée à couvrir :

- 1° les charges de fonctionnement;
- 2° les charges de personnel dont les qualifications correspondent aux titres requis repris à l'annexe 3.

La subvention annuelle doit être affectée à concurrence de 85 % au moins de son montant à des charges de personnel.

**Art. 89.** La subvention annuelle est liquidée anticipativement durant l'exercice d'attribution par mensualités.

Les mensualités sont automatiquement ajustées le deuxième mois qui suit le dépassement de l'indice pivot qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la fonction publique.

#### CHAPITRE III. — *Le supplément pour ancienneté pécuniaire*

**Art. 90.** § 1<sup>er</sup>. Un supplément de subvention est octroyé aux services dont l'ensemble du personnel a, au terme de l'année d'attribution, une ancienneté pécuniaire moyenne supérieure à celle déterminée à l'article 31.

§ 2. Au terme de chaque année d'attribution, le service transmet à l'Agence pour le 31 mars au plus tard une liste du personnel qu'il a occupé et rémunéré durant cette année. Cette liste est établie selon un modèle défini par l'Agence.

L'ancienneté pécuniaire à prendre en considération pour chaque membre du personnel est celle à laquelle il peut prétendre au 31 décembre de l'exercice auquel se rapporte la subvention, pondérée par le volume de prestations rémunérées. Pour les membres du personnel ayant quitté le service avant cette date, l'ancienneté pécuniaire à prendre en compte est celle à laquelle il peut prétendre à la date de sortie, pondérée par le volume de prestations rémunérées.

Le résultat de la division est ensuite diminué d'une demi-année d'ancienneté.

§ 3. Le supplément est accordé à concurrence du nombre d'équivalents temps plein (ETPt) multiplié par la différence entre le barème de référence visé à l'annexe 4 à l'ancienneté observée et ce même barème à l'ancienneté moyenne du personnel affecté au service lors du premier agrément.

**Art. 91.** Lorsqu'il est accordé la première fois, le supplément est liquidé automatiquement pour l'année suivante sous forme d'avance.

Si cette ancienneté est inférieure à celle qui a servi de base à l'octroi des avances, le supplément octroyé est rectifié.

#### CHAPITRE IV. — *Le supplément destiné à financer la revalorisation des salaires du personnel du secteur non marchand wallon*

**Art. 92.** La subvention annuelle considérée comme affectée à des charges salariales à raison de 90 % en moyenne, fait l'objet d'un supplément destiné à financer la revalorisation des salaires du personnel prévue par l'accord cadre du 16 mai 2000 selon la procédure définie dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2001 portant augmentation des subventions annuelles des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées.

#### CHAPITRE V. — *Le contrôle de la subvention annuelle*

**Art. 93.** L'Agence intervient en faveur d'un bénéficiaire pour sa prise en charge dans un seul service.

Le cumul est néanmoins autorisé pour un jeune qui fréquente un service d'aide à l'intégration et :

- 1° un placement familial;
- 2° un centre de formation professionnelle;
- 3° un centre de rééducation fonctionnelle.

L'Agence peut également autoriser le cumul avec une prise en charge assurée par une autre structure sur base d'un projet individuel particulier.

**Art. 94.** § 1<sup>er</sup>. Si le total des heures prestées par le personnel d'accompagnement est inférieur au nombre d'heures pour lequel le service est agréé, l'Agence lui notifie le montant de la somme à récupérer en application de l'article 57 des lois coordonnées du 17 juillet 1991 sur la comptabilité de l'Etat.

Le retrait est effectué à partir du 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit la date de notification.

§ 2. Si le montant total des charges de personnel du service est inférieur à 85 % de sa subvention annuelle, la différence est récupérée au moment du contrôle de l'utilisation des subventions par l'Agence déduction faite des récupérations visées au § 1<sup>er</sup>.

**Art. 95.** Les charges admissibles sont précisées à l'annexe 6.

**Art. 96.** L'Agence procède après notification, à la rectification et à la récupération d'office des subventions allouées sur base de déclarations inexactes ou dont l'utilisation s'avère injustifiée.

La rectification et la récupération s'effectuent le deuxième mois qui suit celui au cours duquel elles ont été notifiées et peuvent faire l'objet d'un plan d'apurement.

Les services disposent d'un délai de trente jours calendrier, cachet de La Poste faisant foi, pour contester toute rectification ou récupération notifiées sur base du présent arrêté.

Les services peuvent introduire une demande de révision de la subvention dans le délai de trente jours calendrier à partir de la prise de connaissance d'une information, de nature à remettre en cause le montant de la subvention, qu'il ne possédait pas lorsque celle-ci a été notifiée.

Il revient alors au service d'apporter la preuve de la date à laquelle il a été mis en possession de ladite information.

#### TITRE IX. — *Les parts contributives des jeunes*

**Art. 97.** Le service est autorisé à réclamer aux parents une part contributive qui ne peut excéder 25 euros par mois rattachés à l'indice pivot 119,53 du 1<sup>er</sup> mai 1996.

Le service peut réclamer en supplément à la part contributive les frais exposés en vue d'une activité spécifique de loisirs ou liés à des besoins particuliers du jeune en vue d'assurer son bien-être et son épanouissement personnel.

Ce supplément, lorsqu'il est sollicité par le service, doit recevoir l'aval du bénéficiaire ou de son représentant légal.

**TITRE X. — De la programmation**

**Art. 98.** Les commissions subrégionales de coordination procèdent au niveau de leur ressort à l'étude approfondie des besoins des personnes handicapées en terme de services et rendent semestriellement leur proposition de programmation subrégionale au Gouvernement wallon.

La programmation subrégionale pour la création ou la transformation de services est fixée semestriellement par le Gouvernement wallon et fait l'objet d'une publication officielle.

**TITRE XI. — Dispositions transitoires, modificatives et abrogatoires**

**Art. 99.** Les éducateurs classe 3, 2, 2B ou 2A ainsi que les puéricultrices ou aides familiaux qui étaient occupés dans un service d'accueil de jour pour jeunes et qui, en application de l'article 81ter de l'arrêté du 9 octobre 1997, sont engagés dans un service d'aide à l'intégration sont censés répondre à la qualification minimale exigée pour exercer la fonction de personnel d'accompagnement fixée à l'annexe 3.

**Art. 100.** § 1<sup>er</sup>. Le directeur qui, au 30 juin 2002 était engagé comme directeur classe 1 dans un service subventionné sur base de l'arrêté du 9 octobre 1997 et qui possédait à cette date les qualifications exigées par l'annexe II de l'arrêté du 9 octobre 1997 est considéré comme répondant aux conditions fixées par l'annexe 3 pour l'exercice de la fonction de directeur d'un service d'aide à l'intégration.

§ 2. Le directeur, porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, de plein exercice ou de promotion sociale, à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale qui justifie d'une expérience d'au moins trois années de service tel qu'exigé, pour l'exercice de cette fonction, à l'annexe 3 et qui est engagé entre le 1<sup>er</sup> janvier 2003 et le 31 décembre 2003 peut assurer, jusqu'au 31 décembre 2006, la fonction de directeur sans devoir justifier d'un diplôme ou d'un certificat complémentaire attestant de connaissances acquises dans la gestion du secteur non marchand. Pour continuer à assurer cette fonction au-delà du 31 décembre 2006, le directeur devra justifier d'un diplôme ou d'un certificat complémentaire attestant de connaissances acquises dans la gestion du secteur non marchand tel qu'exigé à l'annexe 3.

**Art. 101.** Les travailleurs qui étaient occupés dans un service d'accueil de jour pour jeunes et qui, en application de l'article 81ter de l'arrêté du 9 octobre 1997, sont engagés dans un service d'aide à l'intégration gardent la rémunération afférente à l'échelle barémique et les autres avantages pécuniaires qui leur étaient applicables avant leur engagement dans le service d'aide à l'intégration. Leur rémunération constitue une charge admissible dans les limites édictées par les annexes 6 et 7.

**Art. 102.** Le jeune qui, au moment de la transformation d'un service d'accueil de jour en service d'aide à l'intégration, bénéficiait d'une intervention de l'Agence pour sa prise en charge par un service d'accueil de jour est présumé bénéficier d'une décision de l'Agence concluant à la nécessité d'un accompagnement par un service d'aide à l'intégration.

**Art. 103.** A l'article 54, § 1<sup>er</sup>, aliéna 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 4 juillet 1996, la phrase liminaire est remplacée par le texte suivant : « L'agrément ne sera accordé aux services et structures visés à l'article 24, alinéa 2 du décret, à l'exception des services d'aide à l'intégration visés en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'aide à l'intégration des jeunes handicapés, que moyennant le respect des principes suivants : »

**Art. 104.** L'article 2 de l'arrêté du 9 octobre 1997 est complété par les dispositions suivantes :

« 16° service d'aide à l'intégration : service visé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'intégration des jeunes handicapés;

17° service d'aide à l'intégration d'orientation : service qui élabore une analyse approfondie des besoins de la personne handicapée qui justifie une mise en observation particulière. »

**Art. 105.** Les §§ 3 et 3bis de l'article 4 du même arrêté sont abrogés.

**Art. 106.** Aux articles 8, alinéa 2, et 9, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 du même arrêté, les mots « , les services d'aide à l'intégration » sont supprimés.

**Art. 107.** A l'article 8, alinéa 4 du même arrêté, les mots « , des services d'aide à l'intégration » sont supprimés.

**Art. 108.** Le § 2 de l'article 13 du même arrêté est abrogé.

**Art. 109.** Le point 4° du § 4 de l'article 56 du même arrêté est abrogé.

**Art. 110.** Le titre VII du même arrêté est abrogé.

**Art. 111.** Aux articles 81ter, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 81ter, § 2 et 81ter, § 4 du même arrêté, les mots « tel que défini à l'article 4, § 3bis » sont abrogés.

**Art. 112.** L'article 82 du même arrêté est abrogé.

**Art. 113.** Au point f de l'article 85, 5°, du même arrêté, les mots « selon les modalités définies à l'article 81ter » sont supprimés.

**Art. 114.** L'alinéa 2 du point 4.1. de l'annexe III, point 4.1 du même arrêté est abrogé.

**Art. 115.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2003.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le titre II, chapitre II, section 5 et le titre VI entrent en vigueur à la date d'approbation de l'accord de coopération entre la communauté française et la Région wallonne en matière de soutien à l'intégration scolaire pour les jeunes en situation de handicap et cessent d'être en vigueur dès le moment où cet accord de coopération n'est plus d'application.

**Art. 116.** Le Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 septembre 2002.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

Annexe 1<sup>re</sup> (visée à l'article 42)

**Le projet de service - Canevas**

1. HISTORIQUE DU PROJET

2. FINALITES ET OBJECTIFS

3. POPULATION CONCERNEE :

a) types de handicap;

b) âge;

c) divers.

4. CONVENTION et PARTICIPATION FINANCIERE

5. ZONE GEOGRAPHIQUE D'INTERVENTION

6. ORGANISATION DU SERVICE

a) organisation du travail;

b) réunions diverses;

c) horaires des intervenants;

d) heures d'ouverture.

7. STRATEGIE DE COMMUNICATION

a) publicité-information;

b) sensibilisation;

c) contacts avec les services généraux;

d) contacts avec les écoles.

8. REFERENCES THEORIQUES

9. METHODOLOGIES

a) méthode d'analyse des besoins

\* Sur le plan de :

— la réalisation de soi;

— les interactions sociales;

— le bien-être physique;

— le bien-être psychologique.

\* Dans les domaines :

— relationnel;

— affectif;

— cognitif;

— matériel.

b) méthodes d'intervention dans les différents domaines, notamment :

— développement des compétences et potentialités de l'enfant (autodétermination);

— travail avec les familles (partenariat);

— participation à des pratiques de réseau (activation);

— mobilisation des ressources communautaires y compris recours aux services généraux

10. MODES D'EVALUATION

a) évaluation du service dans l'ensemble de ses missions;

b) évaluation des projets individuels en fonction des résultats attendus;

c) évaluation de produit et auto-évaluation.

11. RESSOURCES HUMAINES

a) personnel;

b) formation

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'aide à l'intégration des jeunes handicapés.

Namur, le 19 septembre 2002.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE



L'ensemble des types d'intervention ne sont pas nécessairement à envisager pour chaque jeune. Les dimensions à prendre en compte ne sont pas nécessairement pertinentes pour toutes les prestations.

L'évaluation est faite au moins annuellement et à la fin de l'accompagnement.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'aide à l'intégration des jeunes handicapés.

Namur, le 19 septembre 2002.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

---

Annexe 3 (visée aux articles 17, 52, 88, 98 et 99)

**Les qualifications et formations exigées du personnel des services pour la détermination des subventions**

**A. Personnel d'accompagnement**

Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, de plein exercice ou de promotion sociale, à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale, à l'exclusion du diplôme de bibliothécaire-documentaliste.

**B. Personnel administratif**

**1. Commis**

Les porteurs d'un des titres suivants :

\* Diplôme ou certificat de fin d'études secondaires inférieures (formation générale ou technique).

\* Brevet ou certificat de fin d'études de l'enseignement professionnel secondaire inférieur délivré après une quatrième année de finalité ou agréé après une cinquième année de perfectionnement ou de spécialisation dans une section "Travaux de bureau" délivré par un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'État.

**2. Copiste (Braille) 2<sup>e</sup> classe**

Les porteurs d'un diplôme, certificat ou brevet permettant l'accès à la fonction de commis.

**3. Rédacteur**

Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique), dans la mesure où la formation reçue correspond avec les exigences normales de la fonction.

**4. Comptable 2<sup>e</sup> classe**

Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique) à orientation commerciale.

**5. Copiste (Braille) 1<sup>re</sup> classe**

Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat permettant l'accès à la fonction de rédacteur.

**6. Comptable 1<sup>re</sup> classe**

\* Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études de l'enseignement supérieur à orientation économique dont la qualification est en relation avec les exigences normales de la fonction.

\* Les porteurs du diplôme de la Chambre belge des Comptables.

**7. Gradué ou régent à orientation économique, juridique, administrative, ou en informatique**

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

**C. Personnel ouvrier**

**1. Personnel ouvrier catégorie I**

Les manœuvres, nettoyeurs, domestiques, veilleurs de nuit, concierges, ouvriers agricoles non qualifiés.

**2. Personnel ouvrier catégorie III**

Les ouvriers qualifiés qui ne sont pas porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études établissant leur qualification.

**D. Directeur**

Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, de plein exercice ou de promotion sociale, à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale et qui, en outre, satisfont aux deux conditions suivantes :

— justifier d'une expérience d'au moins trois années de service dans une fonction éducative, sociale, pédagogique, psychologique ou paramédicale exercée dans le secteur de l'aide aux personnes;

— posséder un diplôme ou un certificat complémentaire attestant de connaissances acquises dans la gestion du secteur non marchand. Le Ministre détermine les diplômes et certificats qui satisfont à cette exigence.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'aide à l'intégration des jeunes handicapés.

Namur, le 19 septembre 2002.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

## Annexe 4 (visée aux articles 31 et 90)

## Barème de référence (index 100 = 01/01/1990)

Ancienneté pécuniaire	Barème 16
0	630.347
1	642.998
2	655.649
3	668.300
4	668.300
5	689.993
6	689.993
7	711.686
8	711.686
9	816.528
10	816.528
11	838.220
12	838.220
13	859.913
14	859.913
15	881.606
16	881.606
17	903.298
18	978.012
19	999.705
20	999.705
21	1.021.398
22	1.021.398
23	1.043.090
24	1.043.090
25	1.064.783
26	1.064.783
27	1.086.475
28	1.086.475
29	1.086.475
30	1.086.475
31	1.086.475

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'aide à l'intégration des jeunes handicapés.

Namur, le 19 septembre 2002.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

Annexe 5 (visée à l'article 31, alinéa 2)  
**Quotas de personnel hors intervention (ETPhi)**

Equivalents temps plein >	Total
0	0,75
5	1,25
10	1,75
15	2,25

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'aide à l'intégration des jeunes handicapés.

Namur, le 19 septembre 2002.

Le Ministre-Président,  
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
 Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
 Th. DETIENNE

Annexe 6 (visée aux articles 95 et 100)

**Principes d'admissibilité des charges**

I. Les charges sont réputées non-admissibles si elles ne respectent pas les principes généraux suivants;

1° elles doivent être relatives aux bénéficiaires pour lesquels un Bureau régional a statué favorablement sur l'opportunité d'une prise en charge dans le service - Au cas où le service prend en charge des personnes qui ne détiennent pas de décision favorable du B.R., les charges relevées dans la comptabilité du service sont réduites au prorata du nombre de dossiers relatifs aux bénéficiaires pour lesquels un Bureau régional a statué favorablement sur l'opportunité d'une prise en charge par le service;

2° elles doivent être relatives aux frais pour lesquels le Service a été subventionné;

3° elles doivent être comptabilisées dans le respect des principes de la loi du 17 juillet 1975 et ses arrêtés d'exécution;

4° elles doivent résulter d'échanges entre tiers et de réalités économiques tangibles. En particulier, les A.S.B.L. ou fondations liées par une direction unique au sens du chapitre III, section 1<sup>re</sup> point IV A, § 6, de l'annexe à l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels constituent des tiers entre elles dans la mesure où leurs comptabilités respectives peuvent être valablement contrôlées;

5° elles doivent résulter d'échanges avec des personnes physiques qui ne peuvent être membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service, ou avec des personnes morales parmi lesquels les membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service n'assurent pas une fonction de direction ou d'administrateur. Dans le cas contraire, le caractère probant des charges doit pouvoir être constaté par l'Agence;

6° elles ne peuvent être relatives à des forfaits, hormis lorsque ceux-ci sont justifiés par une convention qui détaille les conditions dans lesquelles les prestations professionnelles sont fournies et rémunérées;

7° elles doivent résulter le cas échéant, d'une imputation réalisée à partir d'une clé de répartition répondant à des critères objectifs, réalistes et concrets.

2. Les charges suivantes en particulier sont réputées non-admissibles :

2.1. dans les comptes 60 et 61 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services

1° la partie des frais de déplacement de service qui dépasse le taux prévu pour le personnel des Ministères par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mars 2001;

2° les valeurs d'investissements en ce compris les grosses réparations et gros entretiens de plus de 500 euros imputées en charge dans un seul exercice;

3° les frais de représentation qui ne sont pas liés directement à l'activité des services;

4° les souches de restaurant non-complétées par les noms des convives ainsi que les titres auxquels ils étaient présents;

5° les factures de séjour en hôtel non-complétées par les noms des personnes hébergées ainsi que les titres auxquels ils étaient présents;

6° les charges de loyer qui ne seraient pas justifiées par un contrat de bail écrit ou une convention entre les parties, détaillant les locaux faisant l'objet du contrat;

7° les charges de loyer entre A.S.B.L. ou fondations sauf si elles correspondent à la valeur des amortissements de la partie non-subventionnée par des pouvoirs publics de l'immeuble concerné. Dans ce cas seulement, les charges réputées incombant au bailleur sur base des lois sur les baux à loyer pourront être admises comme charges du locataire.

2.2. Dans les comptes 62 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

1° les rémunérations ne correspondant pas aux échelles reprises aux annexes 2 à 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2001 portant augmentation des subventions annuelles des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées et qui ne sont pas établies conformément aux règles reprises à l'annexe 7 du présent arrêté;

2° les avantages complémentaires non repris dans la liste énumérée au point I de l'annexe 7 du présent arrêté;

3° les primes patronales pour assurances extra-légales visées au compte 6230;

4° les charges relatives aux assurances-groupes;

5° les dotations et utilisations de provisions pour pécules de vacances et de sortie visées aux comptes 6250 et 625;

6° les charges salariales ne résultant pas d'une convention ou d'un contrat de travail écrit mentionnant au moins la ou les fonctions exercées par le travailleur ainsi que le ou les volumes de prestations;



7° les charges de rémunération qui n'ont pas fait l'objet des déclarations auprès de l'O.N.S.S. et/ou de l'Administration fiscale;

8° les indemnités de rupture, hormis celles relatives au directeur.

2.3. dans les comptes 63 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

1° les charges d'amortissements résultant de taux supérieurs aux taux suivants :

a) 20 % pour les frais d'établissement visés au compte 6300.

b) 33 % pour les immobilisations incorporelles visées au compte 6301.

c) 3 % pour les constructions et terrains bâtis visés au compte 63020, à l'exception des grosses réparations et gros entretiens d'immeubles (compte 63020X) qui sont amortis à un taux de 10 %.

d) 20 % pour les installations, machines et outillages visés au compte 63021 à l'exception du matériel éducatif qui est amorti à un taux de 10 %. Le matériel informatique peut néanmoins être amorti à un taux de 33 %.

e) 10 % pour le mobilier visé au compte 63022X.

f) 20 % pour le matériel roulant visé au compte 63022X.

g) L'un des taux précédents en fonction du type de bien concerné par le contrat de location-financement ou de droits similaires.

h) Une dérogation à ces taux peut être accordée par l'Agence en cas d'acquisition d'occasion ou de biens préfabriqués. Celle-ci doit être demandée par lettre recommandée et motivée.

2° les réductions de valeur sur créances visées aux comptes 633 et 634;

3° les provisions pour pensions légales et extra-légales visées au compte 635;

4° les provisions pour gros travaux et gros entretiens visées au compte 636;

5° les autres provisions visées au compte 637.

2.4. dans les comptes 64 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

1° les amendes imputées au compte 640;

2° les charges relatives aux montants à restituer aux pouvoirs subsidiaires visées aux comptes 646.

2.5. dans les comptes 65 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

1° les charges financières non-ventilées selon leur nature dans les comptes suivants : 65000- « Charges financières d'emprunt pour investissements », 65001- « Charges financières de leasings », 65002- « Charges financières de crédits de caisse - retards Awiph ou raison impérative », 65003- « Charges financières de crédits de caisse - Autres », 6570- « Charges financières comptes bancaires », 6571- « Charges financières - placements »;

2° les charges de crédits de caisse sauf si le recours à ceux-ci est rendu obligatoire par un retard de paiement dû à l'Administration ou pour une raison impérative indépendante de la volonté du service. Le service doit alors prouver le retard de paiement et la responsabilité de l'Administration par une attestation à réclamer à l'Agence ou prouver le caractère impératif de l'événement qui a justifié le recours à un tel crédit;

3° les charges financières résultant des opérations de placement.

2.6. dans les comptes 66 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

— les charges exceptionnelles visées au compte 660;

2.7. dans les comptes 69 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

— les charges d'affectations et prélèvements ventilées dans les comptes 69.

2.8. Divers :

1° les dons simultanément comptabilisés en charge et en produits;

2° les produits des activités des institutions simultanément comptabilisés en charge et en produits;

3° les charges relatives à des remboursements de frais d'administrateurs sauf celles découlant de missions ponctuelles décidées par le conseil d'administration collégalement avec la direction.

3. Sont déduites des charges :

1° les subventions obtenues des pouvoirs publics lorsqu'elles couvrent précisément les mêmes charges que celles prises en compte aux termes du présent arrêté;

2° le subside de fonctionnement octroyé par la Loterie Nationale n'est pas déductible des charges;

3° les diverses récupérations de frais, à l'exception des dons privés, des recettes résultant de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur du service, de la gestion de trésorerie et des recettes issues de la location d'appartements supervisés. Ces exceptions sont prises en compte si les produits concernés sont comptabilisés dans des comptes ou sous-comptes distincts et qu'en même temps les charges liées à l'organisation de ces opérations font l'objet des mêmes distinctions;

4° les charges relatives à l'organisation de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur du service, de gestion de trésorerie et des recettes issues de la location d'appartements supervisés. Celles-ci doivent faire l'objet d'une comptabilisation ventilant chacun de ces types de charges tout comme les recettes obtenues suite à l'organisation de ces opérations.

4. Contrôle financier :

Quand un service d'aide à l'intégration existe au sein d'une même entité administrative comprenant d'autres services subventionnés sur base de l'arrêté du 9 octobre 1997, le contrôle de l'utilisation des subventions de ce service se réalise en totalisant d'une part les subventions octroyées et d'autre part les charges qui doivent être ventilées par sections au sein de la comptabilité.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'aide à l'intégration des jeunes handicapés.

Namur, le 19 septembre 2002.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

## Annexe 7 (visée à l'article 100 et à l'annexe 6)

**Frais de personnel admissibles****I. Avantages complémentaires.**

1° Les avantages complémentaires comprennent exclusivement : une allocation annuelle spéciale d'un montant défini à l'annexe 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2001 portant augmentation des subventions annuelles des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, payable par tranches mensuelles, accordée à tous les membres du personnel à l'exception des médecins.

Les membres du personnel qui effectuent des prestations à temps partiel bénéficient de cette allocation proportionnellement aux prestations effectives.

2° Un supplément de traitement de 50 % sur base du traitement horaire subventionné, accordé à concurrence de 11 heures maximum par dimanche, pour les prestations effectuées le dimanche par les membres du personnel d'accompagnement ou ouvrier.

La durée maximum des prestations prise en considération par dimanche est limitée à 16 heures en tenant compte du régime dominical en vigueur, fixé en fonction du nombre de personnes handicapées présentes le jour en question.

3° Une indemnité forfaitaire journalière spéciale de 24,78 euros rattachés à l'indice pivot 138.01 à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1990 sur la base de l'indice des prix en vigueur définis le 1<sup>er</sup> janvier 1984 payée aux membres du personnel qui accompagnent les bénéficiaires, afin de couvrir leurs charges complémentaires réelles durant les séjours de vacances organisés par les services et qui donnent droit au remboursement limité des frais exposés.

A l'exception du premier et du dernier jour des vacances, cette indemnité ne pourra être octroyée que pour chaque période de présence de 24 heures par jour dans le centre de vacances.

L'octroi de cette indemnité forfaitaire journalière est limité à trente jours maximum par accompagnateur.

4° Une allocation de fin d'année calculée selon les dispositions en vigueur pour les agents de la Région wallonne.

**II. Ancienneté pécuniaire.**

Pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire du personnel éducatif, des directeurs et assistants sociaux, est admissible le nombre d'années durant lesquelles le travailleur a été rémunéré par l'employeur, que ce soit à temps plein ou à temps partiel, dans les secteurs suivants :

1° les institutions agréées ou conventionnées par l'Agence, par l'ex Fonds 81 et l'ex FCIPPH;

2° les institutions agréées ou conventionnées par la COCOF et la COCOM;

3° les services d'Aide à la Jeunesse et de l'ex Protection de la Jeunesse;

4° l'O.N.E.;

5° les centres agréés;

6° les institutions agréées et conventionnées par la Direction générale des Affaires sociales et de la Santé du Ministère fédéral des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement;

7° les institutions agréées et conventionnées par la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé du Ministère de la Région wallonne;

8° les écoles d'enseignement spécial;

9° les institutions ayant obtenu une convention avec l'INAMI.

Sont assimilées les périodes de congés de maternité et d'allaitement, les périodes d'interruption de carrière d'un an maximum donnant le droit à une allocation d'interruption, les dix jours d'absence pour motifs impérieux.

Pour le personnel non-éducatif, hormis les directeurs et assistants sociaux, tout service presté antérieurement dans une fonction similaire à celle qu'il occupe au moment de son engagement dans une institution agréée par l'Agence peut également être assimilé qu'il l'ait été à temps plein ou à temps partiel.

On entend par fonction similaire :

\* pour le personnel administratif : toutes les fonctions reprises sous cette rubrique à l'annexe 3.

\* pour le personnel ouvrier : toutes les fonctions reprises sous cette rubrique à l'annexe 3.

Ces services ne sont pris en considération qu'à partir de la date à laquelle le membre du personnel atteint l'âge fixé à l'annexe 7 du présent arrêté. Pour le personnel qui a été engagé dans un service agréé par l'Agence à partir du 10 mai 2001, l'âge de prise de rang pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire est celui prévu à l'annexe 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2001 portant augmentation des subventions annuelles des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées.

Ces services ne sont pris en considération qu'à la condition que le membre du personnel concerné ait possédé à l'époque le diplôme requis pour l'exercice de cette fonction.

Les membres du personnel qui étaient en service avant le 1<sup>er</sup> janvier 1984 dans les institutions agréées par le Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés ou par l'Office de Protection de la Jeunesse, conservent au minimum le bénéfice de l'ancienneté pécuniaire qui leur a été reconnue officiellement à l'époque.

La preuve des services prestés, à fournir par les intéressés résulte des versements effectués auprès d'un organisme de sécurité sociale ou d'une caisse de pension.

Tout autre document justificatif pourra être exigé par les services compétents.

**III. Nominations, promotions et changements de fonction.**

§ 1<sup>er</sup>. Pour tout membre du personnel nommé à un grade de direction, la rémunération ne peut être inférieure à celle afférente à la fonction à laquelle donne droit son diplôme dans le service qui l'occupe.

§ 2. Le membre du personnel promu à un autre grade, dans le même service, conserve la totalité de l'ancienneté pécuniaire qui lui a été reconnue sur base des critères fixés au point II de la présente annexe.

De même, en cas de changement de fonction au sein de la même institution, l'ancienneté pécuniaire peut être valorisée conformément aux dispositions du point II de la présente annexe.

**IV. Ne sont pas admissibles :**

1° les rémunérations payées à des membres du personnel admis à la retraite, qui exercent une activité professionnelle non autorisée en vertu de la législation en matière de pension;

2° la partie des rémunérations et des charges patronales légales qui dépasse les montants pris en charge par les pouvoirs publics pour un horaire complet sans préjudice du paiement des heures supplémentaires admissibles et des prestations effectuées dans le cadre de l'enseignement de promotion sociale organisé en faveur des membres du personnel en service dans les services.

Cette disposition s'applique également au cas où une personne occupe plusieurs fonctions à temps partiel subventionnées ou à charge des pouvoirs publics.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'aide à l'intégration des jeunes handicapés.

Namur, le 19 septembre 2002.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

Annexe 8 (visée à l'annexe 7)

**Echelles de traitement visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2001 portant augmentation des subventions annuelles des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées**

Fonction	Catégories	Barème (n° échelle)	Age min.
<u>Directeur</u>		25	24
<u>Personnel d'accompagnement</u>	Licencié à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale	27	24
	Gradué à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale	19	23
<u>Personnel administratif</u>	Licencié à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique	27	24
	Gradué ou régent à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique	19	23
	Rédacteur	17	20
	Commis	4	18
	Comptable Cl. 1	18	23
	Comptable Cl. 2	8	20
	Copiste A3	4	18
	Copiste A2	17	20
<u>Ouvrier</u>	Ouv. Cat. 1	1	18
	Ouv. Cat. 3	3	18

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'aide à l'intégration des jeunes handicapés.

Namur, le 19 septembre 2002.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2002 — 4191

[C — 2002/28111]

**19 SEPTEMBER 2002. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op artikel 24 en op artikel 30;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 23 juli 1998, 20 mei 1999, 3 juni 1999, 29 juni 2000, 11 januari 2001, 13 december 2001, 26 juni 2002 en 5 september 2002;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 houdende uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 juni 2002;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 26 juni 2002;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), gegeven op 2 juli 2002;

Gelet op het protocol nr. 2000/24 van het Comité C van het Waalse Gewest, opgesteld op 16 juli 2002;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 33893/2/V, gegeven op 26 juli 2002, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat verschillende bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen nader bepaald dienen te worden en dat het bijgevolg noodzakelijk is om in de juridische continuïteit te voorzien;

Overwegende dat die bepalingen zo spoedig mogelijk in kennis moeten worden gebracht van de dagonthaaldiensten die vóór 30 november 2002 een omvormingsaanvraag bij het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" moeten indienen, krachtens artikel 81ter van bovenvermeld besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

**TITEL I. — Algemene bepalingen**

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het decreet : het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

2° het besluit van 4 juli 1996 : het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 houdende uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

3° het besluit van 9 oktober 1997 : het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen;

4° de wet van 19 december 1974 : de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

5° de Minister : de Minister bevoegd voor het Gehandicaptenbeleid;

6° het Agentschap : het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées";

7° het gewestelijk bureau : de gewestelijke bureaus opgericht krachtens artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 houdende uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

8° het beheerscomité : het beheerscomité van het Agentschap, ingesteld krachtens artikel 31 van het decreet;

9° de steuncommissie voor schoolintegratie : de commissie ingesteld in het kader van het Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest inzake de steun voor schoolintegratie ten gunste van jongeren met een handicap;

10° de jongere : elke gehandicapte persoon zoals omschreven in artikel 2 van het decreet, van zes tot twintig jaar oud, en voor wie het Agentschap besluit dat een begeleiding door een door het Agentschap erkende dienst voor integratiehulp noodzakelijk is;

11° de fysiek of sensorieel gehandicapte persoon : de jongere die lijdt aan één van de volgende handicaps :

— blindheid, amblyopie of zware gezichtsstoornissen;

— doofheid, gedeeltelijke doofheid of zware gehoorstoornissen;

— stoornissen in de motoriek, dysmelie, poliomyelitis, skelet- en ledenmisvormingen;

— hersenverweking, multiple sclerose, spina bifida, myopathie, neuropathie;

— een niet-besmettelijke chronische aandoening die geen zorgverlening in een kinderafdeling meer vereist;

12° de begeleider : de werknemer van de dienst die tussenbeide komt in het begeleidingsproces van de jongere;

13° de dienst : de dienst voor integratiehulp erkend door het Agentschap krachtens dit besluit;

14° de dagonthaaldienst voor jongeren : de dienst bedoeld in artikel 4, § 1, van het besluit van 9 oktober 1997;

15° de algemene diensten : de diensten die voor de gezamenlijke bevolking bestemd zijn en aan de specifieke behoeften van de jongeren kunnen voldoen;

16° de omvorming : de omvorming van de dienst bedoeld in afdeling van titel VIII van het besluit van 9 oktober 1997;

17° de schooluren : het tijdsbestek waarin de school de jongeren opvangt, middagpauze inbegrepen;

18° de netwerking : het werk dat volgens beide hierna omschreven logica's verricht wordt :

1) de logica die steunt op de kennisgeving van de jongere. Die praktijk zet de jongere ertoe aan om blijvend te werken aan de betrekkingen met zijn omgeving, om een zo open en gevarieerd mogelijke kennisgeving te verwerven, en

2) de logica die betrekking heeft op het netwerk van professionelen, samengesteld uit diensten en maatschappelijk werkers. Bedoeld netwerk wordt gezien als een instrument dat in dienst staat van de begeleiding. Eén van de kenmerken van bedoelde praktijk bestaat erin te voorzien in coördinatievormen en in samenwerkingsverbanden tussen de verschillende diensten.

## TITEL II. — Algemene beginselen en opdrachten van de diensten

### HOOFDSTUK I. — Algemene beginselen

**Art. 3.** De integratiehulp bestaat in het begeleiden van de jongere, met inachtneming van de beginselen bedoeld in artikel 4 van het decreet en in de artikelen 4 en 5 van dit besluit, met als doel zijn deelneming en socialisatie in de gewone levenssfeer te bevorderen. Die doelstelling wordt meer bepaald op de volgende vlakken nagestreefd : gezins-, school- (gewoon of bijzonder onderwijs), maatschappelijk leven, sport- en cultuurbeleving, therapeutische of, in voorkomend geval, professionele behandeling.

**Art. 4.** Bij de begeleiding worden de volgende beginselen in acht genomen :

1° het gaat om een individuele aanvraag van de jongere of, als hij die niet zelf kan formuleren, van zijn wettelijke vertegenwoordiger of van de persoon aan wie hij wordt toevertrouwd;

2° er wordt regelmatig nagegaan of de algemene diensten al dan niet aan de aanvraag kunnen voldoen;

3° er wordt een onderzoek gedaan naar de behoeften van de jongere en van zijn gezin;

4° de potentialiteiten van de jongere en van zijn gezin worden benut en de jongere, zijn gezin en naasten worden zo veel mogelijk bij de begeleiding betrokken;

5° de autonomiecapaciteiten van de jongere en van zijn gezin worden gestimuleerd;

6° er wordt gehandeld op verschillende actieplaatsen;

7° er wordt gewerkt met andere psycho-medische-maatschappelijke actoren;

8° er wordt in netwerk gewerkt en de interne en externe coördinatievormen worden verstevigd via een transversale benadering van de door de jongere ondervonden problemen;

9° binnen de gemeenschap wordt anders over de handicap nagedacht met het oog op de inschakeling van al haar hulpbronnen en een begin van reflectie over nieuwe samenlevingsvormen.

**Art. 5.** De dienst waarborgt de onafhankelijkheid en de vrijheid van keuze van de jongere en eerbiedigt zijn ideologische, filosofische of godsdienstige inzichten en die van zijn gezin.

De opname en de begeleiding van een jongere kunnen niet afhankelijk worden gemaakt van het feit dat hij in een welbepaalde school ingeschreven staat of dat hij of zijn wettelijke vertegenwoordiger tot één of andere groepering toetreedt.

De dienst waarborgt dezelfde dienstverlening aan alle gehandicapte personen en mag de jongere of zijn gezin met name geen andere financiële bijdrage opleggen dan die bedoeld in artikel 97 als opvang- en begeleidingsvoorwaarde.

### HOOFDSTUK II. — Opdrachten van de diensten

#### Afdeling 1. — Algemene bepalingen

**Art. 6.** De dienst verstrekt de jongere informatie en verleent hem geïndividualiseerde steun in coördinatie met de andere interveniënten zodat de verschillende ondernomen begeleidingsactiviteiten zinvol en samenhangend worden gemaakt.

Het Agentschap kan een op de leeftijd gestoelde afwijking toestaan op grond van een specifiek project.

**Art. 7.** In samenwerking met het gezin vervult de dienst de vier volgende opdrachten :

1° een individuele begeleiding buiten de schooluren;

2° het genereren, formuleren en uitwerken, buiten de schooluren, van collectieve oplossingen voor individuele behoeften;

3° het ontwikkelen van een werk in gemeenschap;

4° het begeleiden van de jongere binnen de schooluren via individuele en groepsactiviteiten.

**Art. 8.** De opdrachten bedoeld in artikel 7 kunnen slaan op educatieve, maatschappelijke, psychologische, re-educatieve en (of) therapeutische aspecten, waarbij het begeleidingswerk steeds in het verlengde dient te liggen van de doelstelling bestaande uit de deelname van de jongere aan het gezins- en maatschappelijk leven.

De maatschappelijke, psychologische, reeducatieve of therapeutische begeleiding van een jongere die bijzonder onderwijs volgt kan echter pas worden doorgevoerd indien hij opgenomen wordt in de berekening tot bepaling van het aantal periodes overeenkomstig het koninklijk besluit nr. 67 van 20 juli 1982 tot vaststelling van de wijze waarop de ambten van het paramedisch personeel worden bepaald in de inrichtingen voor buitengewoon onderwijs, met uitzondering van de internaten of semi-internaten.

**Art. 9.** De diensten begeleiden de jongere ongeacht zijn handicap, behalve de diensten die resulteren uit een omvorming doorgevoerd krachtens artikel 81, § 4, van het besluit van 9 oktober 1997 die fysiek of sensorieel gehandicapte jongeren blijven begeleiden.

#### Afdeling 2. — Individuele begeleiding

**Art. 10.** De individuele begeleiding buiten de schooluren, meer bepaald 's avonds, op zaterdag en tijdens de schoolvakanties, bevordert de deelname van de jongere in zijn gewone levenssfeer en zijn vaardigheden, autonomie en zelfontplooiing.

**Art. 11.** De dienst zet de jongere ertoe aan zijn relatiekring en zijn geheel aan maatschappelijke ervaringen uit te bouwen. Hij kan voorzien in een paramedische re-educatie of een psychologische opvolging, met inachtneming van artikel 8, tweede lid.

*Afdeling 3. — Collectieve activiteiten*

**Art. 12.** De dienst voorziet in een begeleiding via collectieve activiteiten buiten de schooluren, meer bepaald 's avonds, op zaterdag en tijdens de schoolvakanties. Zijn tussenkomst is erop gericht de potentialiteiten van de jongere kracht bij te zetten en zijn bekwaamheden te benutten in interactie met zijn maatschappelijke omgeving. Deze begeleidingsvorm sluit aan bij het project dat de begeleiding van de jongere beoogt. Streefdoel is steeds de optimale deelname van de jongere.

*Afdeling 4. — Werk in gemeenschap*

**Art. 13.** De dienst ontwikkelt een dynamiek gekenmerkt door netwerking en deelname van de plaatselijke gemeenschap. Die dynamiek beoogt het opzetten van plaatselijke samenwerkingsverbanden, alsmede de beïnvloeding van de rol van overheid en diensten en het genereren op lange termijn van vaardigheden en capaciteiten die de integratie van gehandicapte jongeren bevorderen.

De dienst ontwikkelt o.a. de volgende werkwijzen :

- 1° het inzetten van groepen en personen die bereid zijn mee te werken aan het integratieproces van gehandicapte personen;
- 2° het uitwerken van plannen op lange termijn waardoor de groepen en netwerken die zich weinig aangesproken voelen door het probleem van gehandicapte personen nieuw leven wordt ingeblazen;
- 3° het bevorderen van een betere coördinatie tussen de participanten;
- 4° het samenwerken met de overheid en het verenigingsleven.

*Afdeling 5. — Begeleiding tijdens de schooluren*

**Art. 14.** De dienst kan instaan voor de begeleiding van de jongere via individuele en groepsactiviteiten tijdens de schooluren. Overeenkomstig onder meer artikel 8, tweede lid, mag hij niet de plaats van de school innemen door als enige de opdrachten en (of) taken die haar toekomen, op zich te nemen. Als de dienst voorziet in begeleiding tijdens de schooluren, vervult hij zijn opdracht in samenwerking met verschillende scholen.

**Art. 15.** De diversiteit aan steunvormen voor schoolintegratie hangt af van de handicapsituatie, van de behoeften van elke jongere, van de keuze van de ouders en van de beschikbare middelen.

De integratie kan ofwel individueel ofwel collectief zijn. Als doel van de integratieactiviteit staat steeds de geleidelijke deelname aan een voltijdse scolariteit voorop.

De steunverleningsactiviteiten kaderen in een globale actie zodat elke interveniënt, gebruik makend van zijn specifieke vaardigheden, bijdraagt tot een specifieke kennis van de jongere, waarbij de coördinatie van de verschillende bijdragen een samenhangende en collegiale multidisciplinaire opvolging mogelijk moet maken.

**Art. 16.** De steun wordt bij voorkeur in schoolverband verleend. Gezien de aard van de omstandigheden kan evenwel op andere plaatsen geageerd worden. Ongeacht de keuze behoudt elke partner zijn originaliteit en oefent hij zijn verantwoordelijkheden in alle onafhankelijkheid uit, waarbij de samenwerking evenwel zo nauw mogelijk wordt behouden.

**TITEL III. — Erkenning van de diensten**

**HOOFDSTUK I. — Procedures**

*Afdeling 1. — Aanvraag om eerste erkenning*

**Art. 17.** De aanvraag om eerste erkenning wordt bij ter post aangetekend schrijven aan het Agentschap gericht. Bij de aanvraag worden de volgende stukken en gegevens gevoegd :

- 1° het project van de dienst, alsmede de wijze waarop de individuele begeleidingsprojecten uitgewerkt en opgevolgd worden;
- 2° de identiteit van de directeur van de dienst, diens bewijs van goed zedelijk gedrag en de geschreven bevoegdheidsoverdracht van de inrichtende macht bedoeld in artikel 58;
- 3° een voor eensluidend verklaard afschrift van de diploma's en getuigschriften van de directeur, alsmede het bewijs van nuttige ervaring vereist in bijlage 3;
- 4° een attest, sinds minder dan één jaar afgeleverd door de gewestelijke brandweerdienst, met betrekking tot de conformiteit van de plaats(en) waar de dienst de jongeren gewoonlijk en gezamenlijk in zijn lokalen opvangt, waarin tevens de maximale opvangcapaciteit aangegeven wordt;
- 5° als de dienst is opgericht in de juridische vorm van een v.z.w. of van een stichting, een afschrift van de gecoördineerde statuten zoals ze zijn neergelegd bij de griffie van de rechtbank van eerste aanleg;
- 6° het inschrijvingsnummer van de dienst bij de R.S.Z. of bij de RDSZPPO en, voor de v.z.w.'s, het inschrijvingsnummer in het rijksregister;
- 7° bij omvorming, het advies, voor de particuliere sector, van de ondernemingsraad of van de bevoegde vakbondsafvaardiging of, voor de overheidssector, van het onderhandelings- of overlegcomité opgericht krachtens de wet van 19 december 1974.

**Art. 18.** Binnen dertig dagen na verzending van de aanvraag om eerste erkenning stuurt het Agentschap de aanvrager bij ter post aangetekend schrijven een bericht van ontvangst van het dossier als het volledig is. Als het dossier onvolledig is, informeert het Agentschap de aanvrager op dezelfde wijze en geeft het hem kennis van de ontbrekende stukken.

Het Agentschap behandelt het dossier en het beheerscomité van het Agentschap beslist binnen twee maanden, te rekenen van de datum van ontvangst van het volledige dossier betreffende de aanvraag om eerste erkenning.

*Afdeling 2. — Aanvraag om hernieuwing van de erkenning*

**Art. 19.** De aanvraag om hernieuwing wordt uiterlijk zes maanden vóór afloop van de geldigheidstermijn van de erkenning bij ter post aangetekend schrijven aan het Agentschap gericht.

De termijn van zes maanden wordt tot twee maanden ingekort als de erkenning verleend wordt voor een duur van zeven maanden of minder.

**Art. 20.** De aanvraag gaat vergezeld van de stukken bedoeld in artikel 17, eerste lid, 1°, 2° en 4°. Als de andere stukken vereist krachtens artikel 17, eerste lid, wijzigingen ondergaan, worden zij bijgevoegd.

De jaarlijkse evaluatieverslagen bedoeld in artikel 42 en opgesteld sinds de laatste erkenning, worden eveneens bij de aanvraag gevoegd.

**Art. 21.** De inspectiediensten van het Agentschap gaan na of de dienst voldoet aan de verschillende erkenningsvoorwaarden en -normen bedoeld in titel IV. Een verslag waarin de beoordeling door de inspectiediensten per categorie verplichtingen wordt opgenomen, wordt aan de leden van het beheerscomité gericht om hem van advies te dienen bij zijn besluitvorming.

Als « categorie verplichtingen » wordt beschouwd elke afdeling van hoofdstuk I van titel 4.

**Art. 22.** De dienst blijft voorlopig erkend totdat het beheerscomité zijn beslissing getroffen heeft.

*Afdeling 3. — Beslissing tot eerste erkenning en tot hernieuwing van de erkenning*

**Art. 23.** Het beheerscomité beoordeelt de elementen van het dossier betreffende de aanvraag om eerste erkenning.

**Art. 24.** In geval van hernieuwing beslist het beheerscomité van het Agentschap op grond van de verschillende elementen van het dossier en van het verslag bedoeld in artikel 21.

**Art. 25.** De beslissing van het Agentschap vermeldt :

- 1° de begin- en einddatum van de erkenning;
- 2° het theoretische volume van de begeleidingsuren toegekend voor één kalenderjaar en bepaald overeenkomstig hoofdstuk II van deze titel;
- 3° het minimumaantal individuele dossiers dat over één kalenderjaar beheerd moet worden.

**Art. 26.** De erkenning wordt verleend voor een periode van drie maanden tot hoogstens drie jaar. Zij kan hernieuwd worden.

*Afdeling 4. — Bijzondere bepalingen*

**Art. 27.** Indien het beheerscomité vaststelt dat één of verschillende van de erkenningsvoorwaarden en -normen bedoeld in titel IV niet of niet meer worden vervuld, kan het beheerscomité bij de hernieuwing of op elk ander tijdstip de erkenning voorwaardelijk behouden, opschorten of intrekken dan wel het aantal erkende uren en dossiers verminderen.

Het beheerscomité van het Agentschap moet zijn eindbeslissing hoe dan ook motiveren.

Bij voorwaardelijk behoud van de dienst wordt de beslissing gekoppeld aan verplichtingen die de dienst moet nakomen binnen een bepaalde termijn na afloop waarvan het beheerscomité kan beslissen tot de opschorting of de intrekking van de erkenning of tot de vermindering van het aantal erkende uren en dossiers.

**Art. 28.** Het beheerscomité kan eveneens, gedurende hoogstens twee jaar, het behoud of de hernieuwing van de erkenning afhankelijk maken van de oprichting van een « begeleidingscomité », dat de dienst moet bijstaan bij de inachtneming van de erkenningsvoorwaarden.

Het begeleidingscomité bestaat uit minstens één vertegenwoordiger van het Agentschap, één deskundige aangewezen door het beheerscomité op grond van zijn bevoegdheid voor het bestaande probleem, één vertegenwoordiger van de inrichtende machten en één vertegenwoordiger van de representatieve werknemersorganisaties. Als de dienst na afloop van de opgelegde termijn nog steeds niet voldoet aan de erkenningsvoorwaarden, treft het Agentschap één van de maatregelen bedoeld in artikel 27, derde lid.

**Art. 29.** Bij de sluiting van een dienst ten gevolge van de intrekking van de erkenning verzoekt het Agentschap elke dienst om samenwerking zodat dringend voor de begeleiding van de gehandicapte personen kan worden gezorgd.

*HOOFDSTUK II. — Bepaling en wijziging van het theoretisch aantal begeleidingsuren en van het minimumaantal individuele dossiers**Afdeling 1. — Bepaling van het theoretisch aantal begeleidingsuren en van het minimumaantal individuele dossiers*

**Art. 30.** De dienst erkend vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, is het voorwerp van een eerste erkenning op basis van titel 3, in het kader waarvan zowel een theoretisch aantal begeleidingsuren als een minimumaantal individuele dossiers worden vastgelegd. Hetzelfde kader geldt voor de diensten die later erkend zouden worden.

**Art. 31.** Het theoretisch aantal begeleidingsuren wordt verkregen door het theoretisch aantal voltijdse equivalenten die voor begeleidingstaken aangesteld zijn (ETPa) door 1 600 uren te delen.

Dat theoretisch aantal voltijdse equivalenten die voor begeleidingstaken aangesteld zijn (ETPa) wordt verkregen door het quotum voltijdse equivalenten personeelsleden buiten interventie (ETPhi) bedoeld in bijlage 5 van het aantal theoretische voltijdse equivalenten (ETPt) af te trekken.

Het totaal aantal ETPt wordt verkregen door 85 % van de in artikel 86 bedoelde jaarlijkse toelage te delen door de referentieschaal op grond van de gemiddelde anciënniteit van het personeel in dienst bij de eerste erkenning. Die schaal, bedoeld in bijlage 4, wordt vermeerderd met een coëfficiënt werkgeverslasten van 54,15 %.

De gemiddelde anciënniteit wordt berekend op basis van een naamlijst van het personeel aangesteld bij de bestaande dienst of van het personeel voorzien voor de op te richten dienst.

De anciënniteit die in aanmerking wordt genomen, is die van de personen vermeld op de laatste personeelslijst waarover het Agentschap beschikt en die bedoeld wordt in artikel 29, § 2, van het besluit van 9 oktober 1997.

De anciënniteit van de personeelsleden die niet op de lijst voorkomen, wordt door het Agentschap berekend op grond van bewijsstukken verstrekt door de dienst. Bij gebreke daarvan wordt de beginanciënniteit forfaitair vastgelegd op tien jaar.

**Art. 32.** Het minimumaantal individuele dossiers waarvoor de dienst erkend is, wordt verkregen door het theoretisch aantal ETPa te vermenigvuldigen met 6. Het aldus verkregen aantal dossiers wordt afgerond naar de hogere eenheid. In het geval van diensten voor integratiehulp die erkend zijn op de datum van inwerkingtreding van dit artikel en die resulteren uit een omvorming bedoeld in artikel 85 van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 of in het geval van de diensten die erkend worden na de omvormingen bedoeld in artikel 81ter van hetzelfde besluit, mag dat aantal niet lager zijn dan anderhalve keer het aantal omgevormde plaatsen, afgerond naar de hogere eenheid.

*Afdeling 2. — Wijziging van het theoretisch aantal begeleidingsuren en van het minimumaantal individuele dossiers*

**Art. 33.** Het theoretisch aantal begeleidingsuren en het aantal individuele dossiers kunnen gewijzigd worden, hetzij door het beheerscomité van het Agentschap overeenkomstig de artikelen 27, 31 en 32, hetzij op basis van het aantal individuele dossiers beheerd door de dienst.

**Art. 34.** In geval van beslissing van het beheerscomité van het Agentschap krachtens de bepalingen bedoeld in artikel 27 worden de jaarlijkse toelagen, het theoretisch aantal ETPth en het aantal door de dienst te beheren individuele dossiers verminderd op grond van het theoretisch aantal interventie-uren bepaald door het beheerscomité.

**Art. 35.** § 1. Als het gemiddeld aantal individuele dossiers, afgerond naar de hogere eenheid, na afloop van een eerste waarnemingsperiode van twee volle kalenderjaren na het jaar van de eerste erkenning, lager is dan het aantal bedoeld in artikel 32, worden de jaarlijkse toelagen en het theoretisch aantal voltijdse equivalenten, het theoretisch aantal interventieuren en het minimumaantal dossiers verhoudingsgewijs verminderd.

§ 2. De volgende waarnemingsperiodes duren drie jaar.

§ 3. De vermindering vindt plaats één jaar na de waarnemingsperiode.

**Art. 36.** Het gemiddeld aantal dossiers wordt verkregen door optelling van het aantal dossiers in behandeling tijdens elk jaar van de waarnemingsperiode, gedeeld door het aantal jaren van diezelfde waarnemingsperiode.

#### HOOFDSTUK III. — *Beroepen*

**Art. 37.** Binnen dertig dagen na de kennisgeving van de krachtens deze titel genomen beslissingen kan bij ter post aangetekend schrijven beroep ingesteld worden bij de Minister.

**Art. 38.** De verzoeker of diens raad, alsmede het Agentschap of diens afgevaardigde, worden op hun verzoek door de Minister of diens afgevaardigde gehoord.

**Art. 39.** Het beroep is opschortend, behalve als het ingesteld wordt tegen een beslissing waarbij de eerste erkenning wordt geweigerd.

**Art. 40.** De Minister beslist binnen drie maanden, te rekenen van de datum van ontvangst van het beroep. De beslissing wordt aan de verzoeker en aan het Agentschap meegedeeld.

#### TITEL IV. — **Voorwaarden voor het behoud en de hernieuwing van de erkenning**

##### HOOFDSTUK I. — *Normen*

**Art. 41.** Het begeleidingswerk wordt verricht overeenkomstig de beginselen omschreven in de artikelen 4 en 5.

##### *Afdeling 1. — Project van de dienst*

**Art. 42.** Het project van de dienst wordt uitgewerkt op basis van het patroon bedoeld in bijlage 1. Daarbij wordt de interventieploeg tot samenwerking aangezet. Het wordt voor advies voorgelegd aan de bevoegde vakbondsafvaardiging of aan het onderhandelings- of overlegcomité ingesteld krachtens de wet van 19 december 1974.

De dienst evalueert zijn activiteit minstens één keer per jaar.

De personeelsleden van de dienst worden in kennis gesteld van het project, de bijwerkingen ervan en het jaarlijkse evaluatierapport over de activiteit van de dienst en kunnen daarvan steeds inzage nemen.

Het jaarrapport wordt bovendien voorgelegd op een jaarlijkse vergadering van gezinnen zodat rekening kan worden gehouden met hun voorstellen bij de bijwerking van het project. Een geschreven synthese van die voorstellen wordt bij de bijgewerkte teksten gevoegd.

**Art. 43.** De dienst wendt de middelen aan die bijdragen tot de verwezenlijking van de doelstellingen van het project.

##### *Afdeling 2. — Begeleidingsovereenkomst*

**Art. 44.** De dienst en de jongere of diens wettelijke vertegenwoordiger sluiten een geschreven begeleidingsovereenkomst. Als de jongere minstens veertien jaar oud is, wordt zijn schriftelijk akkoord vereist.

**Art. 45.** De begeleidingsovereenkomst bevat hoe dan ook de volgende gegevens :

- 1° de identiteit van de partijen;
- 2° de algemene doelstellingen van het begeleidingswerk;
- 3° de melding dat een begeleidingsproject door de dienst zal worden uitgewerkt in samenwerking met de jongere, diens gezin of de andere partijen die de overeenkomst hebben ondertekend;
- 4° de begin- en einddatum van de begeleidingsovereenkomst;
- 5° de uitdrukkelijke melding dat de jongere of diens gezin verzocht worden deel te nemen aan het evaluatieproces van de begeleiding;
- 6° het bedrag van de bijdrage;
- 7° de natuurlijke persoon of de rechtspersoon die instaat voor de betaling en voor de manier waarop de betaling wordt geregeld;
- 8° de modaliteiten voor de opzegging van de overeenkomst;
- 9° het adres van het Agentschap waar de jongere of diens gezin opmerkingen, klachten of bezwaren kan indienen.



**Art. 46.** De jongere of diens wettelijke vertegenwoordiger heeft te gelegener tijd recht op informatie over elk vraagstuk betreffende het begeleidingswerk.

*Afdeling 3. — Begeleidingsproject voor de jongere*

**Art. 47.** De dienst werkt een geïndividualiseerd begeleidingsproject uit waarbij rekening wordt gehouden met de beginselen omschreven in de artikelen 4 en 5.

**Art. 48.** Het project bestaat hoe dan ook uit drie luiken waarin de volgende gegevens vermeld worden (de lijst is niet volledig) :

1° een informatief luik met :

- a) het traject van de jongere en een overzicht van zijn bevoegdheden;
- b) de identificatie van de behoeften van de jongere;
- c) de identificatie van de behoeften van zijn gezin en van de gezamenlijke partners;

2° een projectief luik met hoe dan ook :

- a) de aanvragen geformuleerd door de jongere en diens omgeving;
- b) de wijze waarop het begeleidingsproces zal verlopen rekening houdende met de geïdentificeerde behoeften, waarop het zal bijdragen tot de stimulering van de autonomiecapaciteiten van de jongere en waarop het gezin en het maatschappelijk netwerk van de jongere en zijn gezin bij bedoeld proces betrokken zullen worden;
- c) de algemene diensten die om samenwerking zullen worden verzocht;

3° een evaluatief luik met :

a) de wijze waarop het project geëvalueerd en geactualiseerd wordt, zodat het begeleidingsproces permanent opgevolgd kan worden. Daarbij mag de dienst gebruik maken van het evaluatieschema bedoeld in bijlage 2 bij dit besluit;

b) de instrumenten voor de analyses en de actualisering van het project om te kunnen nagaan of het inspeelt op de behoeften en beantwoordt aan de doelstellingen, bedoeld in de luiken 1 en 2;

c) de frequentie van de evaluaties.

De lijst van bovenvermelde gegevens is onvolledig.

**Art. 49.** Het begeleidingsproject wordt uitgewerkt binnen drie maanden na de opvang van de jongere, rekening houdende met het project van de dienst, en vermeldt de duur en de evaluatiewijze ervan, alsmede de middelen waarin voorzien wordt om het actualiseren.

**Art. 50.** Het begeleidingsproject wordt ondertekend door de dienst voor integratiehulp, de jongere als hij ouder is dan veertien jaar, of diens wettelijke vertegenwoordiger. Het maakt noodzakelijk deel uit van de begeleidingsovereenkomst en gaat bij het dossier van de jongere, dat door de dienst wordt bijhouden.

*Afdeling 4. — Agenda van de dienst*

**Art. 51.** De dienst houdt een agenda van zijn activiteiten waarin hoe dan ook de dagelijkse uurregeling voor de volgende activiteiten wordt vermeld :

- 1° de collectieve activiteiten;
- 2° de gemeenschappelijke acties;
- 3° de vergaderingen.

*Afdeling 5. — Kwalificaties van het personeel*

**Art. 52.** Het personeel van de diensten moet voldoen aan de kwalificatienormen bedoeld in bijlage 3.

De dienst stelt de voor eensluidend verklaarde afschriften van de diploma's, getuigschriften en attesten ter beschikking van het Agentschap.

Bij hun indienstneming moeten de personeelsleden een getuigschrift van goed gedrag en zeden aan de dienst voorleggen en bewijzen dat ze niet veroordeeld werden tot correctionele straffen, wat onverenigbaar is met de functie, of tot criminele straffen.

**Art. 53.** Als het minimumaantal dossiers waarvoor de dienst erkend is, gelijk is aan dertig of meer, moet de ploeg samengesteld zijn uit bezoldigd personeel waaronder hoe dan ook een psycholoog of een psycho-pedagoog en werknemers uit minstens twee van de drie volgende personeelscategorieën : opvoedend personeel, sociaal personeel of paramedisch personeel.

*Afdeling 6. — Personeelsvorming*

**Art. 54.** Op grond van het project bedoeld in artikel 40 stelt de dienst een vormingsprogramma op voor minimum twee jaar.

Dat programma, opgemaakt na een gedachtewisseling met de betrokken actoren, bepaalt de nagestreefde doelstellingen. Het omschrijft de banden tussen de globale omgeving van de dienst, de dynamiek van het project van de dienst en de ontwikkeling van de capaciteiten van het personeel. Het bepaalt de criteria, de modaliteiten en de periodiciteit voor de evaluatie van die drie aspecten.

Wat betreft het personeel van de diensten die onder de plaatselijke besturen en de provincies ressorteren, ligt het in het eerste lid bedoelde vormingsprogramma in de lijn van het vormingsprogramma dat werd uitgewerkt op initiatief van de gewestelijke vormingsraad, ingesteld bij het decreet van 6 mei 1999 tot oprichting van de gewestelijke vormingsraad voor de personeelsleden van de plaatselijke en provinciale besturen van Wallonië.

*Afdeling 7. — Rechtspersoon*

**Art. 55.** De dienst wordt beheerd door een overheid, een vereniging zonder winstoogmerk of een stichting opgericht overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 op de verenigingen zonder winstgevend doel, de internationale verenigingen en de stichtingen.

**Art. 56.** Om elke belangenvermenging te voorkomen mag de rechtspersoon die in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk opgericht is, onder zijn leden niet meer tellen dan één vijfde van de personeelsleden en niet meer dan één vijfde van personen die met hen aanverwant zijn tot en met de derde graad of die wettelijk met hen samenwonen.

**Art. 57.** Als de rechtspersoon opgericht is in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk of van een stichting, mag de raad van bestuur, om elke belangenvermenging te voorkomen, niet samengesteld zijn :

1° voor meer dan één vijfde van het totaal aantal bestuurders uit bloed- of aanverwanten tweede tot en met de derde graad met de door de dienst begeleide jongeren;

2° voor meer dan één derde van het totaal aantal bestuurders uit personen die deel uitmaken van hetzelfde gezin als bloed- of aanverwant tot en met de tweede graad, of uit wettelijke samenwoners;

3° uit personen die deel uitmaken van het personeel. De directeur van de dienst woont elke vergadering van de raad van bestuur betreffende de organisatie van de dienst evenwel met raadgevende stem bij, behalve voor de agendapunten waarvoor een belangenconflict bestaat.

#### *Afdeling 8. — Beheer van de dienst*

**Art. 58.** § 1. De dienst vervult de volgende voorwaarden :

1° hij is autonoom op technisch, budgettair en boekhoudkundig vlak en beschikt over een administratief beheer van dien aard dat hij zijn opdracht kan uitvoeren en dat het Agentschap daarop controle kan uitoefenen;

2° onder de leiding staan van een directeur, natuurlijk persoon bezoldigd voor die functie en bevoegd om, overeenkomstig een geschreven overdracht van bevoegdheid door de inrichtende macht en onder haar verantwoordelijkheid, het dagelijks beheer van de dienst waar te nemen hoe dan ook wat betreft :

- a) de tenuitvoerlegging en opvolging van het pedagogisch project;
- b) het personeelsbeheer;
- c) het financieel beheer;
- d) de toepassing van de geldende regelgevingen;
- e) de vertegenwoordiging van de dienst in zijn relaties met het Agentschap;
- f) de sluiting van overeenkomsten met de schoolinrichtingen en de algemene diensten.

§ 2. De directeur moet bovendien in staat zijn om :

1° voortdurend de effectieve leiding van de dienst waar te nemen. Als hij afwezig is tijdens de activiteiten voorzien in het kader van de begeleidingsprojecten, moet een daartoe afgevaardigd personeelslid in noodgevallen de nodige maatregelen kunnen treffen en in staat zijn om zowel interne als externe vragen te beantwoorden;

2° steeds kennis hebben van de werkrooster van zijn personeel.

§ 3. In geval van verzuim of onregelmaat in de uitvoering van het mandaat van de directeur, verzoekt het Agentschap de inrichtende macht bij aangetekend schrijven om de nodige maatregelen te treffen.

#### *Afdeling 9. — Administratief en boekhoudkundig beheer*

**Art. 59.** Onverminderd de bepalingen van artikel 27 van het decreet maakt de dienst op verzoek van het Agentschap alle bewijsstukken over die vereist worden voor de uitoefening van de controle, meer bepaald de jaarrekeningen, de nodige stukken voor de berekening van de verschillende toelagen, alsmede het vormingsprogramma bedoeld in artikel 54.

**Art. 60.** De dienst maakt de sociale balans over zoals bepaald bij het koninklijk besluit van 4 augustus 1996 betreffende de sociale balans, alsook de jaarrekeningen, de balans van de activiteiten en het vormingsprogramma bedoeld in artikel 54 :

1° voor de diensten beheerd door een inrichtende macht uit de privé-sector : aan de ondernemingsraad of, bij gebreke daarvan, aan de vakbondsafvaardiging;

2° voor de diensten beheerd door een inrichtende macht uit de openbare sector : aan het onderhandelings- of overlegcomité ingesteld krachtens de wet van 19 december 1974 of, bij gebreke daarvan, aan de representatieve werknemersorganisaties.

**Art. 61.** De dienst vermeldt de referenties van de door het Agentschap verleende erkenning op alle akten en overige stukken, publiciteitsfolders en aanplakkingen die van hem uitgaan.

Het is de dienst verboden tegelijkertijd met een schoolinrichting publiciteit te voeren, ongeacht de aangewende methode.

**Art. 62.** De dienst voert een boekhouding overeenkomstig de wetgeving met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en overeenkomstig de uitvoeringsbesluiten ervan.

**Art. 63.** De inhoud en de presentatie van het genormaliseerde minimale boekhoudplan beantwoorden aan het volledige schema van de jaarrekeningen met balans, resultatenrekeningen en bijlagen overeenkomstig de wetgeving met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en overeenkomstig de uitvoeringsbesluiten ervan.

De opschriften en rekeningnummers die met de activiteiten van de diensten overeenstemmen, worden door het Agentschap aan de diensten meegedeeld.

**Art. 64.** De financiële bijdragen die krachtens artikel 97 van de begunstigden of hun wettelijke vertegenwoordigers verlangd worden, worden dwingend geboekt als invorderingen van onkosten betreffende de rekeningen 6010, 6011, 6012, 613, 61601 en 644 bedoeld in het boekhoudplan waarvan de diensten d.m.v. een omzendbrief in kennis worden gesteld.

In het kader van de controle op het gebruik van de toelagen, worden die bijdragen in mindering gebracht van het bedrag van de overeenstemmende lasten.

De toelagen die door de overheid of door gesubsidieerde liefdadigheidsinstellingen aan de diensten worden gestort, worden eveneens afgetrokken van de overeenstemmende lasten die op geldige wijze bij het boekjaar zijn ondergebracht. Bedoelde toelagen worden slechts in aanmerking genomen voorzover ze toegekend worden ter dekking van de uitgaven op grond waarvan het bedrag van de toelage wordt berekend.

**Art. 65.** De beginbalans van elke dienst wordt aan het Agentschap voorgelegd binnen zes maanden na de bekendmaking van het erkenningsbesluit in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 66.** De jaarrekeningen van elke dienst worden aan het Agentschap overgemaakt uiterlijk 31 mei van het jaar na het boekjaar, samen met het rapport van de bedrijfsrevisor, wiens opdracht erin bestaat de rekeningen te certificeren en, in voorkomend geval, recht te zetten.

Ze gaan eveneens vergezeld van de geconsolideerde jaarrekeningen van de juridische entiteit waaronder de dienst ressorteert of waarmee hij verbonden via een unieke directie in de zin van hoofdstuk III, afdeling 1, punt IV, A, § 6, van de bijlage bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 betreffende de jaarrekeningen.

Het boekjaar stemt overeen met het kalenderjaar.

**Art. 67.** Als diensten worden verstrekt door een juridisch onderscheiden vereniging die evenwel met de dienst verbonden is via een unieke directie in de zin van hoofdstuk III, afdeling 1, punt IV, A, § 6, van de bijlage bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 betreffende de jaarrekeningen, vermelden de dienstverstrekkers hun aanwezigheid in het personeelsregister.

#### *Afdeling 10. — Verzekeringen*

**Art. 68.** Vóór elke begeleiding van een jongere gaat de dienst een verzekeringspolis aan :

1° ter dekking van de civiele aansprakelijkheid van de dienst of van de personen voor wie hij moet instaan voor elke schade opgelopen of veroorzaakt door de jongere. De polis moet vermelden dat de jongere de hoedanigheid van derde behoudt en, per schadegeval, alle schade dekken tot minimum 2.479.000 euro voor lichamelijke schade en 247.900 euro voor materiële schade;

2° ter dekking van alle schade veroorzaakt door een gerechtigde die zijn civiele aansprakelijkheid niet in opspraak zou brengen of van alle schade die hem tijdens de begeleiding zou zijn toegebracht.

In dat geval dekt de verzekering het overlijden voor een bedrag van 12.394 euro en de behandelingskosten tot minimum 2.479 euro.

#### *Afdeling 11. — Verplichtingen betreffende de gebouwen en installaties*

**Art. 69.** De gebouwen en installaties bieden de jongeren toegangsmogelijkheden i.v.m. hun handicap.

#### *HOOFDSTUK II. — Controle*

**Art. 70.** De inspectiediensten hebben als opdracht na te gaan of aan de erkenningsnormen en -voorwaarden wordt voldaan. Ze evalueren regelmatig de tenuitvoerlegging van de projecten van de dienst. Daartoe evalueren ze in samenwerking met de diensten en de educatieve ploegen de werkmethodes, de kwaliteit van de dienstverleningen en -verstrekkingen, alsmede de vastlegging van de begeleidingsprojecten. Ze gaan na of de projecten daadwerkelijk bestaan en of ze bijgewerkt worden.

De inspectiediensten zien toe op de inachtneming van de voorschriften inzake toekenning en aanwending van toelagen en inzake boekhoudkundige verplichtingen.

**Art. 71.** De inspectiediensten vervullen bovendien een adviesfunctie t.o.v. de diensten en de educatieve ploegen.

De positieve of negatieve opmerkingen en conclusies van de verschillende inspecties worden overgemaakt aan de richtende machten en aan de directies. Vandaar worden ze doorgestuurd naar de ondernemingsraad en (of) de vakbondsafvaardiging of het onderhandelings- en overlegcomité opgericht krachtens de wet van 19 december 1974.

#### **TITEL V. — Opvangbeleid**

**Art. 72.** § 1. De bedoelde diensten mogen de jongere begeleiden voorzover hij beschikt over :

1° de beslissing tot tussenkomst van het Agentschap, bedoeld in artikel 21 van het decreet, waarbij de begeleiding door een dienst voor integratiehulp noodzakelijk wordt geacht;

2° de voorlopige beslissing bedoeld in artikel 15 van het besluit van 4 juli 1996;

3° de beslissing van een bevoegde instelling van een ander gewest die krachtens een samenwerkingsakkoord uitwerking mag hebben op het grondgebied van het Franse taalgebied.

§ 2. In afwachting van één van de beslissingen bedoeld in § 1, kan het Agentschap ermee instemmen dat de dienst tijdelijk een jongere begeleidt als hij of zijn wettelijke vertegenwoordiger reeds een individuele aanvraag om tussenkomst heeft ingediend met het oog op een begeleiding door een dienst en voorzover binnen drie maanden één van de volgende stukken wordt overgelegd :

1° een door een andere administratie afgegeven bewijsstuk waarbij het bestaan van een handicap wordt bevestigd;

2° een attest ingevuld door een pluridisciplinaire ploeg van een erkend centrum bedoeld in artikel 39 van het besluit van 4 juli 1996;

3° een attest ingevuld door een pluridisciplinaire ploeg die niet onder de dienst ressorteert en die minstens een geneesheer, een psycholoog en een maatschappelijk of paramedisch werker telt.

De overlegging van één van de stukken bedoeld in het tweede lid loopt niet vooruit op de beslissing die uit de analyse van het basisdossier zal resulteren.

§ 3. De beslissing van het Agentschap waarbij de begeleiding wordt toegestaan, mag niet genomen worden vóór de datum waarop de aanvraag bij aangetekend schrijven naar het bevoegde regionaal bureau van het Agentschap wordt verzonden, noch op de datum van opvang door de dienst.

§ 4. Als de jongere in aanmerking komt voor een tussenkomst bepaald bij het besluit van 9 oktober 1997, worden geen bijkomende pluridisciplinaire gegevens vereist.

**Art. 73.** De diensten geven het bevoegde regionaal bureau van het Agentschap binnen drie dagen kennis van de berichten van opening en sluiting van de dossiers van de jongeren die ze begeleiden.

**Art. 74.** Het dossier van de jongere mag niet meegerekend worden in het minimumaantal dossiers bedoeld in artikel 32 als het Agentschap niet concludeert tot de noodzaak van een begeleiding.

**Art. 75.** De begeleiding door een dienst mag in geen geval onderworpen worden aan een andere tegenwaarde in geld of in natura vanwege de gegadigden, hun wettelijke vertegenwoordigers of hun gezin dan de bijdrage bedoeld in artikel 97.

**TITEL VI. — Hulpverlening voor schoolintegratie****HOOFDSTUK I. — Overeenkomst inzake integratiehulpverlening**

**Art. 76.** De hulp die het personeel van de dienst voor integratiehulp gedurende de schooltijd aan de jongere verleent, wordt bepaald in het kader van een geïndividualiseerde overeenkomst, met name de "overeenkomst inzake hulpverlening voor schoolintegratie". De voorwaarden waaronder de dienst tussenkomsten verleent, liggen vast in die overeenkomst.

De clausules van die overeenkomst worden aangepast aan de integratiemodaliteiten waarvoor gekozen wordt.

**HOOFDSTUK II. — Partijen bij de overeenkomst inzake hulpverlening voor schoolintegratie**

**Art. 77.** De overeenkomst inzake hulpverlening voor schoolintegratie wordt gesloten tussen de schoolinrichting, de dienst en het gezin, nadat het project het voorwerp heeft uitgemaakt van de instemming van de Commissie inzake hulpverlening voor schoolintegratie, zoals bepaald in de artikelen 78 en volgende.

De verenigingen, administraties of personen die aan het project zouden meewerken, kunnen eveneens verenigde ondertekenaars van het project zijn.

**HOOFDSTUK III. — Inhoud van de overeenkomst inzake hulpverlening voor schoolintegratie**

**Art. 78.** De voorwaarden waaronder de tussenkomst wordt verleend alsmede de respectieve middelen voor de uitvoering van de samenwerking tussen de school en de dienst liggen vast in de overeenkomst. Daarbij wordt rekening gehouden met de onderwijs-, educatieve en therapeutische dimensie. In dat kader wordt hoe dan ook in het volgende voorzien :

- 1° het soort tussenkomsten;
- 2° de geschatte duur en de frequentie van de tussenkomsten;
- 3° de plaatsen waar het personeel van de respectieve diensten samenwerkt en de modaliteiten van de samenwerking;
- 4° het evaluatieritme betreffende de tenuitvoerlegging van de overeenkomst;
- 5° de identificatie en de rol van de referenten van de school en van de dienst.

**Art. 79.** De overeenkomst inzake hulpverlening voor schoolintegratie wordt gesloten voor een termijn die door de Commissie inzake hulpverlening voor schoolintegratie bepaald wordt. Ze kan verlengd worden met de voorafgaande toestemming van de Commissie.

**Art. 80.** De overeenkomst kan door één van de partijen opgezegd worden met inachtneming van een opzegtermijn gelijk aan één derde van de oorspronkelijke termijn. Alles moet in het werk gesteld worden om de schooltijd van de jongere te vrijwaren totdat de Commissie met een alternatieve oplossing instemt.

**Art. 81.** De overeenkomst verbindt enkel de ondertekenende partijen. De voogdijoverheid van de diensten en inrichtingen oefenen hun bevoegdheden uit met inachtneming van de geldende regelgeving.

**HOOFDSTUK IV. — Rol van de Commissie inzake hulpverlening voor schoolintegratie**

**Art. 82.** De Commissie neemt inzage van het ontwerp van overeenkomst en van de nodige stukken om zich uit te spreken over het nut van de samenwerking tussen de school en de dienst op grond van de verschillende gegevens waarvan ze kennis neemt en met inachtneming van de bestaande respectieve middelen. Ze gaat na of de clausules van de overeenkomst overeenstemmen met de doelstellingen en modaliteiten van de samenwerking waarvoor gekozen wordt met het oog op de tenuitvoerlegging van de schoolintegratie van de betrokken jongeren.

Ze geeft haar akkoord of voorwaardelijk akkoord voor de tenuitvoerlegging van de samenwerking, of weigert dat ze uitgevoerd wordt.

**HOOFDSTUK V. — Procedure betreffende de aanvraag bij de Commissie inzake hulpverlening voor schoolintegratie**

**Art. 83.** De schoolinrichting en de dienst werken het individuele project en het ontwerp van overeenkomst uit in overleg met de jongere en diens gezin. Het initiatief van de projecten gaat van hen uit.

De aanvraag waarbij het akkoord over de overeenkomst wordt verkregen, wordt ondertekend door de schoolinrichting, de dienst voor integratiehulp, de jongere en (of) diens wettelijke vertegenwoordiger en bij ter post aangetekend schrijven verzonden naar de Commissie inzake hulpverlening voor schoolintegratie.

De aanvraag gaat vergezeld van :

- 1° de definitieve beslissing van het Agentschap en een afschrift van de rapporten die bij de aanvraag om tussenkomst van het Agentschap gevoegd worden;
- 2° een nota waarin gewezen wordt op de cohesie van de individuele projecten van de school en van de dienst voor integratiehulp;
- 3° een nota waarin wordt uitgelegd waarom de specifieke inbreng van de dienst voor integratiehulp nodig is;
- 4° elk stuk dat nuttig is voor bedoelde besluitvorming.

**TITEL VII. — Klachten**

**Art. 84.** Elke klacht betreffende integratiehulp wordt per post gericht aan het Agentschap, dat binnen tien dagen ontvangst bericht. Het Agentschap geeft de inrichtende macht onmiddellijk kennis daarvan. Het onderzoekt de klacht binnen hoogstens twee maanden, zonder de naam van de klager openbaar te maken. Het geeft de klager en de inrichtende macht kennis van het gevolg dat aan de klacht wordt gegeven.

**TITEL VIII. — Subsidiëring****HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen**

**Art. 85.** § 1. Binnen de perken van de budgettaire kredieten ontvangen de diensten :

1° een jaarlijkse toelage;

2° een toeslag wegens geldelijke anciënniteit;

3° een aanvullend bedrag bovenop de jaarlijkse toelage ter financiering van de loonschaalverhoging betreffende de lonen van het personeel uit de Waalse non-profit sector.

§ 2. Het totaalbedrag van de toelagen dat resulteert uit de bepalingen van dit besluit wordt verminderd met de tegenwaarde van het bedrag dat eventueel gestort wordt door het Tewerkstellingsfonds aan het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering als compensatie voor de subsidiëring van de vergoeding bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit van 22 september 1989 tot bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector.

**HOOFDSTUK II. — Berekening van de jaarlijkse toelage**

**Art. 86.** § 1. Het bedrag van de jaarlijkse toelage voor het lopende boekjaar wordt gehandhaafd voor de dienst die erkend is op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Als de erkenning verlengd wordt na een omvorming bedoeld in artikel 81ter van het besluit van 9 oktober 1997, wordt die toelage aangevuld met het saldo berekend krachtens de bepalingen van artikel 23, § 3, van bedoeld besluit.

§ 2. Voor de diensten opgericht na de datum van inwerkingtreding van dit besluit ingevolge een omvorming bedoeld in artikel 81ter van het besluit van 9 oktober 1997, is het bedrag van de toelage gelijk aan het saldo berekend krachtens de bepalingen van artikel 23, § 3, van bedoeld besluit.

§ 3. De Regering bepaalt de bedragen van de toelage voor de diensten die ze erkent of opricht krachtens de bepalingen van titel 10.

**Art. 87.** Onverminderd de bepalingen van artikel 27, wordt de jaarlijkse toelage berekend over periodes van drie jaar aan het einde waarvan de bepalingen van artikel 35 in voorkomend geval worden toegepast.

**Art. 88.** De jaarlijkse toelage dient ter dekking van :

1° de werkingslasten;

2° de lasten van het personeel waarvan de kwalificaties beantwoorden aan de vereiste titels bedoeld in bijlage 3.

Minstens 85 % van de jaarlijkse toelage dient om personeelslasten te dekken.

**Art. 89.** De jaarlijkse toelage wordt tijdens het bestemmingsjaar voortijdig vereffend bij maandelijkse afbetalingen.

De maandelijkse afbetalingen worden automatisch aangepast tijdens de tweede maand na de overschrijding van de basisindex die als referentie dient voor de indexerings van de lonen in het openbaar ambt.

**HOOFDSTUK III. — Toeslag wegens geldelijke anciënniteit**

**Art. 90.** § 1. Een toelagetoeslag wordt verleend aan de diensten waarvan het gezamenlijke personeel aan het einde van het bestemmingsjaar een gemiddelde geldelijke anciënniteit heeft die hoger is dan die bedoeld in artikel 31.

§ 2. De dienst bezorgt het Agentschap aan het einde van elk bestemmingsjaar uiterlijk 31 maart een lijst van het personeel dat het gedurende dat jaar in dienst genomen en bezoldigd heeft. Die lijst wordt opgesteld overeenkomstig een model dat door het Agentschap bepaald wordt.

De voor elk personeelslid in aanmerking te nemen geldelijke anciënniteit is die waarop het recht heeft op 31 december van het boekjaar dat het voorwerp is van de toelage, gewogen met het volume van de bezoldigde dienstverstrekkings. Voor de personeelsleden die de dienst vóór die datum verlaten hebben, is de in aanmerking te nemen geldelijke anciënniteit die waarop zij recht hebben op de uittredingsdatum, gewogen met het volume van de bezoldigde dienstverstrekkings.

Het resultaat van de deling wordt vervolgens verminderd met een half jaar anciënniteit.

§ 3. De toeslag wordt toegekend naar rata van het aantal voltijdse equivalenten (ETPt), vermenigvuldigd met het verschil tussen de referentieloonschaal bedoeld in artikel 4 bij de vastgestelde anciënniteit en diezelfde loonschaal bij de gemiddelde anciënniteit van het personeel aangesteld bij de dienst na de eerste erkenning.

**Art. 91.** Als de toeslag voor de eerste keer wordt toegekend, wordt hij automatisch in de vorm van voorschotten voor het volgende jaar betaald.

Als de anciënniteit kleiner is dan degene die als basis heeft gediend voor de toekenning van de voorschotten, wordt de toegekende toeslag aangepast.

**HOOFDSTUK IV. — Toeslag voor de financiering van de opwaardering van de personeelslonen in de non-profit sector**

**Art. 92.** De jaarlijkse toelage die voor werkgeverslasten uitgetrokken wordt naar rato van gemiddeld 90 % is het voorwerp van een toeslag die bestemd is voor de financiering van de opwaardering van de personeelslonen bepaald bij de raamovereenkomst van 16 mei 2000, volgens de procedure die vastligt in het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2001 tot verhoging van de jaarlijkse toelagen die toegekend worden aan de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen.

HOOFDSTUK V. — *Controle op de jaarlijkse toelage*

**Art. 93.** Het Agentschap zorgt ervoor dat de gerechtigde door één enkele dienst opgevangen worden.

Een combinatie is evenwel toegelaten als de jongere ten laste genomen wordt door een dienst voor integratiehulp, en :

- 1° een dienst voor plaatsing in gezinnen;
- 2° een centrum voor beroepsopleiding;
- 3° een centrum voor functionele re-educatie.

Het Agentschap kan toelaten dat de jongere ook opgevangen wordt door een andere structuur op basis van een specifiek individueel project.

**Art. 94.** § 1. Als het totaal aantal uren gepresteerd door het begeleidingspersoneel lager is dan het aantal uren waarvoor de dienst erkend is, geeft het Agentschap hem kennis van het bedrag dat ingevorderd moet worden overeenkomstig artikel 57 van de gecoördineerde wetten van 17 juli 1991 op de Rijkscomptabiliteit.

Het bedrag wordt afgetrokken vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum van kennisgeving.

§ 2. Als het totaalbedrag van de personeelslasten van de dienst kleiner is dan 85 % van de jaarlijkse toelage, wordt het verschil ingevorderd bij de controle op het gebruik van de toelagen door het Agentschap, waarbij de invorderingen bedoeld in § 1 in mindering worden gebracht.

**Art. 95.** De lasten die in aanmerking mogen worden genomen, worden in bijlage 6 vermeld.

**Art. 96.** Na kennisgeving gaat het Agentschap over tot de rechtzetting en de ambtshalve invordering van de toelagen verleend op grond van onjuiste aangiften of waarvan het gebruik ongerechtvaardigd blijkt te zijn.

Ze worden rechtgezet en ingevorderd tijdens de tweede maand na die van de kennisgeving en kunnen het voorwerp uitmaken van een aanzuiveringsplan.

De diensten beschikken over een termijn van dertig kalenderdagen, waarbij de postdatum bewijskracht heeft, om elke rechtzetting of invordering te betwisten waarvan kennis wordt gegeven overeenkomstig dit besluit.

De diensten kunnen een aanvraag tot herziening van de toelage indienen binnen dertig kalenderdagen, te rekenen van de kennismaking van een gegeven dat het bedrag van de toelage betwist en waarvan zij geen weet hadden bij de kennisgeving ervan.

De dienst moet dan het bewijs leveren van de datum waarop hij kennis genomen heeft van bedoeld gegeven.

**TITEL IX. — Bijdragen van de jongeren**

**Art. 97.** De dienst mag de ouders verzoeken om een bijdrage van hoogstens 25 euro per maand, gekoppeld aan het indexcijfer 119,53 van 1 mei 1996.

De dienst mag bovenop de bijdrage een toeslag eisen voor de kosten inherent aan een specifieke recreatieactiviteit of aan specifieke behoeften van de jongere met het oog op zijn welzijn en op zijn persoonlijke ontplooiing.

Als de toeslag door de dienst wordt geëist, moet de gerechtigde of diens wettelijke vertegenwoordiger daarmee instemmen.

**TITEL X. — Programmering**

**Art. 98.** De subregionale coördinatiecommissies verrichten in hun ambtsgebied een diepgaande analyse van de behoeften van de gehandicapte personen op het vlak van de dienstverlening en maken om de zes maanden hun voorstel van subregionale programmering over aan de Waalse Regering.

De subregionale programmering voor de oprichting of omvorming van diensten wordt om de zes maanden door de Waalse Regering vastgelegd en wordt officieel bekendgemaakt.

**TITEL XI. — Overgangs-, wijzigings- en opheffingsbepalingen**

**Art. 99.** De opvoeders van klasse 3, 2, 2B of 2A, alsook de kinderverzorgsters of gezinshelp(st)ers die tewerkgesteld waren in een dagonthaaldienst voor jongeren en die overeenkomstig artikel 81 *ter* van het besluit van 9 oktober 1997 tewerkgesteld worden door een dienst voor integratiehulp, worden geacht te voldoen aan de minimale kwalificatie vereist voor de uitoefening van de begeleidingsfunctie bedoeld in bijlage 3.

**Art. 100.** § 1. De directeur die op 30 juni 2002 directeur klasse 1 was in een dienst gesubsidieerd overeenkomstig het besluit van 9 oktober 1997 en op die datum beschikte over de kwalificaties vereist krachtens bijlage II bij het besluit van 9 oktober 1997, wordt geacht te voldoen aan de voorwaarden die in bijlage 3 opgelegd worden voor de uitoefening van de functie van directeur van een dienst voor integratiehulp.

§ 2. De directeur die beschikt over een diploma of een getuigschrift van het universitair of niet-universitair hoger onderwijs, met volledig leerplan of voor sociale promotie, pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering, die het bewijs levert van een nuttige ervaring van minstens drie dienstjaren, zoals in bijlage 3 vereist voor de uitoefening van die functie, en die tussen 1 januari 2003 en 31 december 2003 in dienst genomen wordt, mag tot 31 december 2006 de functie van directeur uitoefenen zonder te moeten beschikken over een aanvullend diploma of getuigschrift waarbij hij kan bewijzen dat hij kennis heeft opgedaan op het vlak van beheer in de non-profit sector. Om die functie na 31 december te kunnen blijven uitoefenen, moet de directeur het bewijs leveren van een aanvullend diploma of getuigschrift waarbij hij kan bewijzen dat hij kennis heeft opgedaan op het vlak van beheer in de non-profit sector, zoals vereist in bijlage 3.

**Art. 101.** De werknemers die in een dagonthaaldienst voor jongeren tewerkgesteld waren en die overeenkomstig artikel 81ter van het besluit van 9 oktober 1997 aangeworven worden door een dienst voor integratiehulp, behouden de bezoldiging gekoppeld aan de loonschaal en de andere geldelijke voordelen die op hen van toepassing waren voor hun aanwerving door de dienst voor integratiehulp. Hun bezoldiging is een last die aanmerking genomen kan worden binnen de perken bedoeld in de bijlagen 6 en 7.

**Art. 102.** De jongere die bij de omvorming van een dagonthaaldienst in een dienst voor integratiehulp, een tussenkomst van het Agentschap genoot voor zijn opvang door een dagonthaaldienst, wordt geacht in aanmerking te komen voor een beslissing van het Agentschap waarbij geconcludeerd wordt tot de noodzaak van een begeleiding door een dienst voor integratiehulp.

**Art. 103.** In artikel 54, § 1, eerste lid, van het besluit van 4 juli 1996 wordt de inleidende zin vervangen als volgt : "De erkenning wordt slechts verleend aan de diensten en structuren bedoeld in artikel 24, tweede lid, van het decreet, met uitzondering van de diensten voor sociale integratie bedoeld krachtens het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren als de volgende principes in acht genomen worden :"

**Art. 104.** Artikel 2 van het besluit van 9 oktober 1997 wordt aangevuld met de volgende bepalingen :

« 16° dienst voor integratiehulp : dienst bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren;

17° oriëntatiedienst voor integratiehulp : dienst die een diepgaande analyse verricht van de behoeften van de gehandicapte persoon, die een specifieke observatieopneming rechtvaardigt. »

**Art. 105.** In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de paragrafen 3 en 3bis opgeheven.

**Art. 106.** In de artikelen 8, tweede lid, en 9, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "van de diensten voor integratiehulp" geschrapt.

**Art. 107.** In artikel 8, vierde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "diensten voor integratiehulp" geschrapt.

**Art. 108.** In artikel 13 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 2 geschrapt.

**Art. 109.** In artikel 56 van hetzelfde besluit wordt punt 4° van § 4 geschrapt.

**Art. 110.** In hetzelfde besluit wordt titel VII opgeheven.

**Art. 111.** In de artikelen 81ter, § 1, tweede lid, 81ter, § 2, en 81ter, § 4, van hetzelfde besluit worden de woorden "zoals omschreven in artikel 4, § 3bis" opgeheven.

**Art. 112.** Artikel 82 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 113.** Onder punt f van artikel 86, 5°, van het zelfde besluit worden de woorden "volgens de modaliteiten omschreven in artikel 81ter" geschrapt.

**Art. 114.** In bijlage III bij hetzelfde besluit wordt het tweede lid van punt 4.1. opgeheven.

**Art. 115.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2003.

In afwijking van het vorige lid treden titel 2, hoofdstuk 2, afdeling 5, en titel 6 in werking op de datum van goedkeuring van het Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest inzake schoolintegratiehulp voor gehandicapte jongeren en houden ze op van kracht te zijn zodra dat akkoord niet meer van toepassing is.

**Art. 116.** De Minister van Sociale Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 september 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

## Bijlage 1 (bedoeld in artikel 42)

**Dienstproject - Schets**

## 4. OVERZICHT VAN HET PROJECT

## 5. FINALITEIT EN DOELSTELLINGEN

## 6. DOELGROEPEN :

d) soorten handicap

e) leeftijd;

f) varia.

## 4. OVEREENKOMST en FINANCIËLE BIJDRAGE

## 12. GEOGRAFISCHE WERKINGSSFEER

## 13. ORGANISATIE VAN DE DIENST

e) werkorganisatie;

f) diverse vergaderingen;

g) dienstregeling van de interveniënten;

h) openingsuren.

## 14. COMMUNICATIESTRATEGIE

e) openbaarheid-voorlichting;

f) bewustmaking;

g) contacten met de algemene diensten;

h) contacten met de schoolinrichtingen.

## 15. THEORETISCHE VERWIJZINGEN

## 16. METHODOLOGIE

a) methode voor het onderzoek naar de behoeften

\* inzake :

— zelfontplooiing;

— sociale interacties;

— fysiek welzijn;

— psychologisch welzijn.

\* op de volgende vlakken :

— relationeel;

— affectief;

— cognitief;

— materieel.

b) Tussenkostmethodes op verschillende gebieden, meer bepaald :

— ontwikkeling van de bekwaamheden en potentialiteiten van het kind (zelfbeschikking);

— samenwerking met de gezinnen (partnerschap);

— deelname aan netwerkpraktijken (activering);

— mobilisering van de gemeenschappelijke hulpbronnen, beroep op de algemene diensten inbegrepen.

## 17. EVALUATIEWIJZEN

d) evaluatie van de dienst in zijn gezamenlijke opdrachten;

e) evaluatie van de individuele projecten naar gelang van de verwachte resultaten;

f) productevaluatie en autoevaluatie.

## 18. HUMAN RESOURCES

c) personeel;

d) vorming.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren.

Namen, 19 september 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE



## Evaluatieschema van het begeleidingsproject

				PROCES				RESULTATEN			
ASPECTEN EN DOMEINEN	Doelstellingen bedoeld in het « PAI »	Interveniënten	Deelnemingsgraad	Actualisering van een individuele begeleiding	Ontwikkeling van de bevoegdheden en potentialiteiten van het kind (zelfbeschikking)	Samenwerking met gezinnen (partnerschap)	Deelname aan netwerkpraktijken (activering)	Beroep op algemene diensten	Mobilisering van gemeenschappelijke hulpbronnen	Rechtstreekse effecten op	Weerslag (Effect op langere termijn)
Educatieve ondersteuning	Doelstelling 1  Doelstelling 2  Doelstelling 3	De heer of mevrouw X Functie	Jonge Gezin  Netwerk	Individuele dienstverstrekingen inzake  Collectieve dienstverstrekingen inzake						De jongere : Het gezin : Het sociale netwerk : De partners : De algemene diensten :	Algemene diensten Maatschappij
Schoolondersteuning											
Bemiddeling											
Therapeutisch											
Administratieve ondersteuning											
Sociale integratie											
Veiligheid en gezondheid											
Ondersteuning bij handelingen van het dagelijkse leven											
Gezinsvervangning											
Interne coördinatie											
Externe coördinatie											

Elke jongere hoeft niet perse voor alle soorten bemiddeling in aanmerking te komen. De in aanmerking te nemen aspecten zijn niet noodzakelijk voor alle prestaties relevant.

De evaluatie wordt minstens elk jaar aan het einde van de begeleiding uitgevoerd.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren.

Namen, 19 september 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

Bijlage 3 (bedoeld in de artikelen 17, 52, 88, 98 en 99)

### **Kwalificatie- en vormingsvereisten voor het personeel van de diensten met het oog op de bepaling van de toelagen**

#### **A. Begeleidingspersoneel**

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger universitair of niet-universitair onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering, met volledig leerplan of voor sociale promotie, met uitzondering van het diploma van bibliothecaris-documentalist.

#### **B. Administratief personeel**

##### **1. Klerk**

De houders van één van de volgende titels :

\* einddiploma of -getuigschrift van het lager secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs).

\* eindgetuigschrift of -attest van het lager secundair beroepsonderwijs uitgereikt na een vierde finaliteitsjaar of erkend na een vijfde bijscholings- of specialisatiejaar in een afdeling "Travaux de bureau", uitgereikt door een door de Staat opgerichte, gesubsidieerde of erkende inrichting.

##### **2. Kopiist (braille) 2e klasse**

De houders van een diploma, getuigschrift of attest dat toegang geeft tot de functie van klerk.

##### **3. Opsteller**

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs) voor zover de vorming beantwoordt aan de normale eisen van de functie.

##### **4. Boekhouder-klasse II**

Einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs) met een commerciële richting.

##### **5. Kopiist (braille) 1e klasse**

De houders van een diploma, getuigschrift of attest dat toegang geeft tot de functie van opsteller.

##### **6. Boekhouder-klasse I**

\* De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger onderwijs met een economische richting waarvan de kwalificatie beantwoordt aan de normale eisen van de functie;

\* De houders van het diploma van de Belgische Kamer van Boekhouders .

##### **7. Gegradueerde of regent met een economische, juridische, administratieve of informatica oriëntering**

De houders van het diploma dat die titel verleent.

#### **C. Arbeiderspersoneel**

##### **1. Arbeiderspersoneel categorie I**

Ongeschoolde arbeiders, schoonmakers, dienstboden, nachtwakers, conciërges, niet-gekwalificeerde landarbeiders.

##### **2. Arbeiderspersoneel categorie III**

Gekwalificeerde arbeiders die niet in het bezit zijn van een einddiploma of -getuigschrift dat van hun kwalificatie getuigt.

#### **D. Directeur**

\* De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger universitair of niet-universitair onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering, met volledig leerplan of voor sociale promotie, die bovendien de twee volgende voorwaarden vervullen :

— het bewijs leveren van minstens drie jaar dienstanciënniteit in een educatieve, sociale, pedagogische, psychologische of paramedische functie in de sector personenverzorging;

— beschikken over een bijkomend diploma of getuigschrift waarbij de kennis inzake het beheer van de non-profitsector wordt bevestigd. De Minister bepaalt de diploma's en getuigschriften die aan die eis voldoen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren.

Namen, 19 september 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

Bijlage 4 (bedoeld in de artikelen 31 en 90)

## Referentieschaal (indexcijfer 100 = 01/01/1990)

Geldelijke anciënniteit	Schaal 16
0	630.347
1	642.998
2	655.649
3	668.300
4	668.300
5	689.993
6	689.993
7	711.686
8	711.686
9	816.528
10	816.528
11	838.220
12	838.220
13	859.913
14	859.913
15	881.606
16	881.606
17	903.298
18	978.012
19	999.705
20	999.705
21	1.021.398
22	1.021.398
23	1.043.090
24	1.043.090
25	1.064.783
26	1.064.783
27	1.086.475
28	1.086.475
29	1.086.475
30	1.086.475
31	1.086.475

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren.

Namen, 19 september 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

Bijlage 5 (bedoeld in artikel 31, tweede lid)  
**Personeelquota's buiten tegenmoetkoming (ETPhi)**

Voltijdse equivalenten >	Totaal
0	0,75
5	1,25
10	1,75
15	2,25

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren.

Namen, 19 september 2002.

De Minister-President,  
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
 De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
 Th. DETIENNE

Bijlage 6 (bedoeld in de artikelen 95 en 100)

**Principes op basis waarvan de lasten in aanmerking worden genomen**

I. De lasten worden niet in aanmerking genomen als de volgende algemene principes niet nageleefd worden :

1° ze moeten betrekking hebben op de begunstigen voor wie een gewestelijk bureau een gunstige beslissing heeft genomen over de opportuniteit van een opvang door de dienst. Als de dienst personen opvangt voor wie het gewestelijk bureau geen gunstige beslissing heeft genomen, worden de door de dienst geboekte lasten verminderd naar verhouding van het aantal dossiers betreffende de begunstigen voor wie een gewestelijk bureau een gunstige beslissing heeft genomen over de opportuniteit van een opvang door de dienst;

2° ze moeten betrekking hebben op de kosten waarvoor de dienst gesubsidieerd werd;

3° ze moeten geboekt worden met inachtneming van de principes van de wet van 17 juli 75 en de uitvoeringsbesluiten ervan;

4° ze moeten voortvloeien uit uitwisselingen tussen derden en uit tastbare economische realiteiten. Meer bepaald de v.z.w.'s of de stichtingen die onder één enkele directie staan in de zin van hoofdstuk III, afdeling I, punt IV, A, § 6, van de bijlage bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 betreffende de jaarrekeningen, vormen derden onder elkaar voorzover hun respectieve boekhoudingen op een geldige wijze gecontroleerd kunnen worden;

5° ze moeten voortvloeien uit uitwisselingen met natuurlijke personen die in geen geval deel mogen uitmaken van de inrichtende macht of van de directie van de dienst, of met rechtspersonen onder wie de leden van de inrichtende macht of van de directie van de dienst geen functie van directeur of bestuurder bekleden. In het tegenovergestelde geval moet de bewijskracht van de lasten door het Agentschap vastgesteld kunnen worden;

6° ze mogen niet betrekking hebben op vaste bedragen, behalve wanneer deze gerechtvaardigd worden bij een overeenkomst die de voorwaarden uitvoerig vermeldt waaronder de diensten verstrekt en bezoldigd worden;

7° ze moeten in voorkomend geval voortvloeien uit een boeking die uitgevoerd werd op basis van een verdeelsleutel die aan objectieve, realistische en concrete criteria beantwoordt.

2. Meer bepaald de volgende lasten worden niet in aanmerking genomen

2.1. in de rekeningen 60 en 61 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld

1° het gedeelte van de reiskosten om dienstredenen boven het percentage dat voor het personeel van de ministeries bepaald werd bij het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 maart 2001;

2° de beleggingswaarden, met inbegrip van grote herstellingen en groot onderhoud boven 500 euro, die voor één enkel boekjaar als lasten worden geboekt;

3° de representatiekosten die niet in rechtstreeks verband staan met de activiteit van de diensten;

4° de restaurantstroken waarop de naam en de hoedanigheid van de gasten niet worden vermeld;

5° de hotelrekeningen waarop de naam en de hoedanigheid van de gasten niet worden vermeld;

6° de huurlasten die eventueel niet gerechtvaardigd zijn bij een geschreven huurcontract of een overeenkomst tussen de partijen, waarin een beschrijving wordt gegeven van de lokalen die het voorwerp zijn van het contract;

7° de huurlasten onder v.z.w.'s of stichtingen, behalve als ze overeenstemmen met de waarde van de afschrijvingen van het gedeelte van het betrokken gebouw waarvoor de overheid geen toelage verleent. Alleen in dit geval kunnen de lasten die de verhuurder geacht wordt op zich te nemen krachtens de wetten op de huurcontracten, als lasten van de huurder beschouwd worden.

2.2. in de rekeningen 62 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld

1° de bezoldigingen die niet overeenstemmen met de schalen bedoeld in de bijlagen 2 tot 8 van het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2001 tot verhoging van de jaarlijkse toelagen betreffende de residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen voor gehandicapte personen, en die niet berekend worden volgens de regels opgenomen in bijlage 7 bij dit besluit;

2° de bijkomende voordelen die niet voorkomen op de lijst onder punt I van bijlage 7 bij dit besluit;

3° de werkgeverspremies voor de bovenwettelijke verzekeringen bedoeld in rekening 6230;

4° de lasten met betrekking tot groepsverzekeringen;

5° de dotaties en de aanwendingen van reserves voor het vakantie- en uitgaansgeld bedoeld in de rekeningen 6250 en 625;

6° de loonkosten die niet voortvloeien uit een overeenkomst of een geschreven arbeidscontract waarin minstens de door de werknemer uitgeoefende functie(s) en de omvang van de dienstverstrekingen worden vermeld;

7° de loonlasten die niet het voorwerp zijn geweest van aangiften bij de R.S.Z. en/of bij de Administratie van de belastingen;

8° de verbrekingsvergoedingen, behalve die betreffende de directeur.

2.3. in de rekeningen 63 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld

1° de afschrijvingslasten die voortvloeien uit percentages die hoger zijn dan :

a) 20 % voor de oprichtingskosten bedoeld in rekening 6300.

b) 33 % voor de onlichamelijke vaste activa bedoeld in rekening 6301.

c) 3 % voor de gebouwen en bebouwde terreinen bedoeld in rekening 63020, met uitzondering van de grote onderhouds- en herstellingswerken (rekening 63020X) die tegen 10 % afgeschreven worden.

d) 20 % voor de installaties, machines en uitrustingen bedoeld in rekening 63021, met uitzondering van het educatieve materieel dat tegen 10 % afgeschreven wordt. Het informaticamaterieel kan echter tegen 33 % afgeschreven worden.

e) 10 % voor het meubilair bedoeld in rekening 63022X.

f) 20 % voor het rollend materieel bedoeld in rekening 63022X.

g) Eén van de bovenvermelde percentages naar gelang van het soort goed dat het voorwerp is van de leasing of op grond van soortgelijke rechten.

h) Het Agentschap kan een afwijking van deze percentages toestaan in geval van aankoop van tweedehands- of prefabgoederen. De afwijking is met redenen omkleed en wordt bij ter post aangetekend schrijven aangevraagd.

2° de waardeverminderingen op schuldvorderingen bedoeld in de rekeningen 633 en 634;

3° de voorzieningen voor wettelijke en bovenwettelijke pensioenen bedoeld in rekening 635;

4° de voorzieningen voor grote onderhouds- en herstellingswerken bedoeld in rekening 636;

5° de andere voorzieningen bedoeld in rekening 637.

2.4. in de rekeningen 64 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld

1° de op rekening 640 aangerekende boeten;

2° de in de rekeningen 646 bedoelde kosten betreffende de bedragen die aan de subsidiërende overheid terugbetaald moeten worden;

2.5. in de rekeningen 65 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld

1° de niet-verdeelde financiële lasten, al naar gelang het soort, in de volgende rekeningen :

65000-“Financiële lasten van investeringsleningen”, 65001-“Financiële lasten leasing”, 65002-“Financiële lasten kaskredieten - AWIPH- uitstel of dwingende reden”, 65003-“Financiële lasten kaskredieten - Andere”, 6570-“Financiële lasten bankrekeningen”, 6571-“Financiële lasten - beleggingen”;

2° de lasten voor kaskredieten behalve als hierop een beroep moet worden gedaan wegens een uitstel van betaling waarvan de schuld bij de Administratie ligt of om een dwingende reden waarmee de dienst niets te maken heeft. In dit geval moet de dienst het uitstel van betaling en de verantwoordelijkheid van de Administratie bewijzen d.m.v. een attest dat aan het Agentschap moet worden gevraagd of het bewijs leveren van de dwingende aard van de gebeurtenis die het beroep op bovenvermeld krediet rechtvaardigt;

3° de financiële lasten i.v.m. beleggingen.

2.6. in de rekeningen 66 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld

— de uitzonderlijke kosten bedoeld in rekening 660;

2.7. in de rekeningen 69 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld

— de kosten voor aanwendungen en heffingen verdeeld in de rekeningen 69.

2.8. Varia

1° de giften die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;

2° de opbrengsten van de activiteiten van de instellingen die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;

3° de lasten betreffende de terugbetalingen van administrateurskosten, behalve voor punctuele opdrachten waarover collegiaal beslist wordt door de raad van bestuur en de directie.

3. Van de lasten worden afgetrokken :

1° de door de overheid verleende toelagen wanneer ze precies dezelfde lasten dekken als degene die in aanmerking worden genomen in de zin van dit besluit;

2° de door de Nationale Loterij verleende werkingstoelage kan niet van de lasten afgetrokken worden;

3° de diverse kosteninvorderingen, met uitzondering van de private giften, de opbrengsten van fancyfairs of andere handelingen m.b.t. de opvraging van private storting, van de verkoop van producten buiten de dienst, van cash management en van ontvangsten die uit het verhuren van gesuperviseerde appartementen voortkomen. Deze uitzonderingen worden in aanmerking genomen als de betrokken opbrengsten in aparte rekeningen of subrekeningen geboekt worden en als de lasten m.b.t. de organisatie van deze handelingen eveneens apart geboekt worden;

4° de lasten betreffende de organisatie van fancyfairs of andere handelingen m.b.t. de opvraging van private storting, de verkoop van producten buiten de dienst, van cash management en van ontvangsten die uit het verhuren van gesuperviseerde appartementen voortkomen. Ze moeten naar gelang van het type geboekt worden, net zoals de opbrengsten die uit deze handelingen voortkomen.

4. Financiële controle

Wanneer een dienst voor integratiehulp deel uitmaakt van dezelfde administratieve cel die uit andere op grond van het besluit van 9 oktober 1997 gesubsidieerde diensten bestaat, wordt het gebruik van de toelagen van die dienst gecontroleerd door de verleende toelagen en de per sectie te boeken lasten op te tellen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren.

Namen, 19 september 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

## Bijlage 7 (bedoeld in artikel 100 en in bijlage 6)

**Personeelskosten die in aanmerking kunnen worden genomen****I. Bijkomende voordelen**

De bijkomende voordelen bestaan uitsluitend uit :

1° een bijzondere jaarlijkse toelage voor een bedrag zoals bepaald in bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2001 tot verhoging van de jaarlijkse toelagen betreffende de residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen voor gehandicapte personen, die in maandelijks tranches te betalen is aan alle personeelsleden, geneesheren uitgezonderd.

Voor personeelsleden die deeltijds werken, is de toelage evenredig aan de effectieve dienstverstrekingen;

2° een loontoeslag van 50 % op grond van het gesubsidieerde uurloon, die naar rato van maximum 11 uur per zondag verleend wordt voor diensten die op zondag door de personeelsleden (begeleiders of arbeiders) verstrekt worden.

De maximale duur van de per zondag in aanmerking genomen dienstverstrekingen is beperkt tot 16 uur, rekening houdende met het vigerende zondagsstelsel dat vastgesteld is op grond van het aantal aanwezige gehandicapte personen;

3° een bijzondere dagelijkse forfaitaire vergoeding van 24,78 euro, gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01 van 1 januari 1990 op grond van het indexcijfer van de huidige consumptieprijzen, vastgesteld op 1 januari 1984, voor de personeelsleden die de begunstigten begeleiden, om hun reële bijkomende lasten te dekken voor de door de diensten georganiseerde vakantieverblijven, en die recht geeft op een beperkte terugbetaling van de gemaakte kosten.

Met uitzondering van de eerste en de laatste dag van de vakantie, kan deze vergoeding slechts verleend worden voor elke aanwezigheidsperiode van 24 uur per dag in het vakantiecentrum.

Deze dagelijkse forfaitaire vergoeding wordt verleend voor maximum dertig dagen per begeleider.

4° een eindejaarstoelage berekend overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van het Waalse Gewest.

**II. Geldelijke anciënniteit**

De geldelijke anciënniteit van het educatieve personeel, de directeurs en de maatschappelijke assistenten wordt berekend op basis van het aantal jaren waarvoor de werknemers van de volgende sectoren voltijds of deeltijds betaald worden door hun werkgever :

1° de instellingen die door het Agentschap, het voormalige Fonds 81 en het voormalige "FCIPPH" erkend zijn of met hen een overeenkomst hebben gesloten,

2° de instellingen die door de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie erkend zijn of met hen een overeenkomst hebben gesloten,

3° de diensten van Hulpverlening aan de Jeugd en van de voormalige Jeugdbescherming,

4° de "ONE",

5° de erkende centra,

6° de instellingen die door de Algemene Directie Sociale Zaken en Volksgezondheid van het Federale Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu erkend zijn en met hem een overeenkomst hebben gesloten,

7° de instellingen die door het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid van het Ministerie van het Waalse Gewest erkend zijn en met hem een overeenkomst hebben gesloten,

8° de scholen van het buitengewoon onderwijs,

9° de instellingen die een overeenkomst hebben gesloten met het RIZIV.

Het bevallings- en borstvoedingsverlof, de loopbaanonderbreking van maximum één jaar die recht geeft op een onderbrekingsuitkering, en het tien dagenverlof om dwingende redenen worden meegerekend.

Wat het niet-educatieve personeel betreft, met uitzondering van de directeurs en maatschappelijke assistenten, kan ook elke dienst meegerekend worden die eerder deeltijds of voltijds verstrekt werd in een gelijksoortige functie als degene die het bekleedt bij zijn aanwerving in een door het Agentschap erkende instelling.

Onder gelijksoortige functie wordt verstaan :

\* voor het administratieve personeel : alle functies die in bijlage 3 onder de desbetreffende rubriek ingedeeld zijn;

\* voor het arbeiderspersoneel : alle functies die in bijlage 3 onder de desbetreffende rubriek ingedeeld zijn.

Die dienstverstrekingen worden pas in aanmerking genomen vanaf de datum waarop het personeelslid de in bijlage 7 bij dit besluit vastgelegde leeftijd bereikt. Voor het personeel dat sinds 10 mei 2001 is tewerkgesteld in een door het Agentschap erkende dienst, is de leeftijd van ranginneming voor de berekening van de geldelijke anciënniteit degene die vastligt in bijlage 9 bij het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2001 tot verhoging van de jaarlijkse toelagen van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen.

Die dienstverstrekingen worden slechts in aanmerking genomen voorzover betrokken personeelslid indertijd beschikte over het diploma dat vereist werd om die functie uit te oefenen.

De personeelsleden die vóór 1 januari 1984 in dienst waren in instellingen erkend door het Fonds voor medisch-socio-pedagogische zorgverlening aan gehandicapten of door de Dienst Jeugdbescherming behouden hoe dan ook het voordeel van de geldelijke anciënniteit die hen indertijd officieel toegekend werd.

Het bewijs van de verstrekte diensten wordt door de betrokkenen geleverd op grond van de stortingen verricht bij een instelling voor sociale zekerheid of een pensioenkas. De bevoegde diensten mogen elk ander bewijsstuk eisen.

**III. Benoemingen, bevorderingen en functieveranderingen**

§ 1. De bezoldiging van een personeelslid met een directiegraad mag niet lager zijn dan die voorzien voor de functie waarop zijn diploma recht geeft in de dienst waar het tewerkgesteld is.

§ 2. Het personeelslid dat tot een andere graad in dezelfde dienst bevorderd wordt, behoudt de gezamenlijke geldelijke anciënniteit die hem toegekend werd op basis van de criteria bedoeld onder punt II van deze bijlage.

In geval van functieverandering binnen dezelfde instelling kan de geldelijke anciënniteit insgelijks opgewaardeerd worden overeenkomstig de bepalingen onder punt II van deze bijlage.

## IV. Komen niet in aanmerking :

1° de bezoldigingen uitgekeerd aan de pensioengerechtigde personeelsleden die krachtens de wetgeving op de pensioenen een ongeoorloofde beroepsactiviteit uitoefenen;

2° het deel van de bezoldigingen en de wettelijke werkgeverslasten boven de bedragen voor rekening van de overheid voor een volledige uurrooster, onverminderd de betaling van de in aanmerking komende extra-uren en van de diensten verstrekt in het kader van het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd ten gunste van de personeelsleden tewerkgesteld door die diensten.

3° Deze bepaling is eveneens van toepassing op personeelsleden met verschillende deeltijdse functies die gesubsidieerd worden of voor rekening zijn van de overheid.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren.

Namen, 19 september 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

Bijlage 8 (bedoeld in bijlage 7)

Functie	Categorieën	Loonschaal (schaalnummer)	Min. leeftijd
Directeur		25	24
<u>Begeleidingspersoneel</u>	Licentiaat pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering	27	24
	Graduaat pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering	19	23
<u>Administratief personeel</u>	Licentiaat economische, juridische, administratieve oriëntering, of informatica	27	24
	Graduaat of regentaat economische, juridische, administratieve oriëntering, of informatica	19	23
	Opsteller	17	20
	Klerk	4	18
	Boekhouder Kl 1	18	23
	Boekhouder Kl 2	8	20
	Kopiïst A3	4	18
	Kopiïst A2	17	20
<u>Arbeider</u>	Arb. Cat. 1	1	18
	Arb. Cat. 2	3	18

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren.

Namen, 19 september 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE